



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Gabon

Projet de Développement Agricole et Rural

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 29 mai – 07 juin 2013

Date du document: Mai 2013

No. du Projet: 1313

No. du rapport: 3009-GA

Division Afrique Centrale et de l'Ouest
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes.....	iii
a. Introduction	1
b. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (octobre 2012 - mai 2013).....	
c. Produits et réalisations (octobre 2012 - Mai 2013).....	
d. Avancement de l'exécution du PDAR.....	
e. Aspects Fiduciaires.....	
f. Durabilité	13
g. Autres Aspects.....	
h. Conclusion	14

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes.....	15
Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats.....	18
Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus.....	20
Appendice 4: Suivi des recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2012 et de la mission de supervision de septembre 2012.....	23
Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI.....	33
Appendice 6: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante.....	39
Appendice 7: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement.....	41
Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation.....	43
Annexe 1 : Évaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation...	44
Annexe 2 : Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision.....	52
Annexe 3 : Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD).....	54

Abréviations et acronymes

AAC	Assistant Administratif et Comptable
CARBAP	Centre Africain de Recherche sur le Bananier Plantain
CTAMF	Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
FAO	Food and Agricultural Organisation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
Ha	Hectare
IEC	Information, Education, Communication
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IRAD	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (Cameroun)
IRAF	Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
MAEPDR	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
PIF	Plan Issu de fragments végétaux
PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules et du
PMI	Protection Maternelle et Infantile
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats de l'Impact.
TAC	Techniciens d'Appui Conseil.
T	Tonne
UGP	Unité de Gestion du Projet.
UNICEF	United Nation Children Fund (Fond des Nations Unis pour l'Enfance)
USD	Dollar Etats Unis
VNU	Volontaire des Nations Unis

a. Introduction¹

1. La République du Gabon et le Fonds International de Développement agricole (FIDA) ont, pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR), signé en date du 26 octobre 2007, un Accord de Prêt N° 722-GA et de Don N° 970-GA respectivement de 3 800 000 DTS et 190 000 DTS pour une durée de 6 ans.
2. L'objectif global du PDAR est de réduire la pauvreté en milieu rural par la diversification et l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie, en facilitant l'accès des groupes cibles aux filières agricoles qui bénéficient de marchés porteurs dans sa zone d'intervention. Ses objectifs spécifiques sont : (i) le développement de filières porteuses prioritaires au bénéfice des groupes cibles du projet, (ii) le renforcement des capacités des différents acteurs du projet et, (iii) la Coordination, le Suivi et l'évaluation du projet.
3. Depuis son lancement, le FIDA a réalisé cinq missions de supervision et une mission de revue à mi-parcours. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 29 mai au 07 juin 2013 avait pour objectifs de mener une revue de l'exécution technique, administrative, financière et comptable du projet depuis la dernière mission de supervision de septembre 2012 et la mission de suivi réalisée en mars 2013, notamment : (i) évaluer la situation du personnel en place au PDAR et leur capacité à mettre en œuvre les activités programmées ; (ii) passer en revue avec l'équipe du projet le PTBA proposé pour l'année 2013; (iii) examiner la situation de la gestion administrative, financière et comptable du PDAR, notamment établir la situation actuelle du compte spécial du projet, évaluer les capacités en place au sein de l'UCP à assurer des opérations de gestion financières et administratives et proposer les mesures correctives nécessaires; (iv) examiner avec l'équipe du PDAR et la Directrice Nationale des projets FIDA, les orientations possibles en matière de ciblage des interventions (zones, activités) dans le cadre de la mobilisation des fonds Espagnol.
4. La mission a travaillé avec l'appui du gestionnaire intérimaire du projet et le personnel réduit de l'UGP en poste, compte tenu du licenciement pour insuffisance de résultat par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural en juillet 2012, du Responsable Administratif et Financier et du Superviseur de la composante "Renforcement des capacités", puis en janvier 2013, du Directeur du Projet et du Responsable Suivi-Évaluation.
5. A Libreville, la mission a rencontré certains partenaires de mise en œuvre du PDAR à savoir : l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) et la FAO.
6. La réunion de restitution officielle des résultats de la mission, s'est tenue à Oyem, le 04 juin 2013. La mission remercie les autorités Garonnaises et l'équipe du PDAR pour la facilitation de ses travaux.

b. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (octobre 2012 - mai 2013)

7. Le PDAR est à sa 5ème année de mise en œuvre, avec une date d'achèvement prévue pour le 31 mars 2014. Au 31 mai 2013, le PDAR enregistre des niveaux de mobilisations respectives des ressources du Prêt FIDA de USD 2,886 millions (49,57%), du Don FIDA de USD 127.368 (46%) et de l'Etat de USD 1,995 millions (92%). Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA, et Etat) est estimé à 2,329 milliards FCFA (environ 4,699 millions USD), soit un taux d'exécution financière global du Projet estimé à 57%. En prenant en compte les montants à payer sur la DRF n°24 (241.595 USD) en cours de signature à la Direction Générale de la Dette et des dépenses éligibles non présentés en remboursement sur le Prêt FIDA (244.521 USD), le montant total des décaissements prévisionnels sur

¹ **Composition de la mission:** La mission était composée de M. Bernard Hien, Mwinyel Chargé de portefeuille du FIDA, Chef de mission, M. Valantine Achancho, Chargé de programme FIDA et M. Albdoukarim Alou, Consultant en gestion administrative et financière. La partie Gabonaise était représentée par Madame Rachelle EWOMBA-JOCKTANE, Directrice nationale en charge des projets FIDA, M. Moubamba Hilaire cadre à la Direction nationale des projets FIDA et M. Mboulou Jonathan, Directeur Régional de l'Agriculture du Woleu Ntem et Gestionnaire Intérimaire du PDAR. Les membres de l'UGP ont participé aux réunions de travail.

les ressources du Prêt se chiffrent à 2.209.780 DTS (environ 3,372 millions USD), soit un taux de décaissement prévisionnel de 58% vers fin septembre 2013

8. Ce faible taux d'exécution financière à un an de l'achèvement du projet s'explique par : i) le faible taux de décaissement de la catégorie de financement relative aux microprojets qui s'établit, à date, à 25,5% alors qu'elle représente à elle seule 36,3% du prêt FIDA ; ii) le ralentissement dans la mise en œuvre des activités du Projet suite au licenciement de quatre (04) cadres de l'équipe de coordination pour insuffisance de résultat ; la faible capacité du SAF à monter les DRF exposant constamment le projet à des tensions de trésorerie.

9. Au 31/12/2012, le taux de réalisation financière du PTBA 2012 était de 41% tous financements confondus, avec 37% pour la composante Promotion des filières ; 11% pour la composante Renforcement des Capacités et 108% pour la composante Coordination et Gestion

10. La mission relève avec satisfaction que le financement de l'Etat Gabonais au PDAR, à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,995 millions), correspondant à 92% des obligations de financement. Cependant, la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,56 millions) n'a pas été versée au Projet et aucun montant n'a été engagé par l'Etat au titre de l'année 2013. *La mission recommande à la Directrice Nationale en charge des projets FIDA, de se mettre en relation avec les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.*

11. Dans le domaine de la promotion des filières agricole, la mission note que pendant cette période difficile, le PDAR a limité son action à la réalisation d'opérations minimales d'appui à l'approvisionnement en semence et matériel végétal permettant d'assurer les besoins pour la mise en place de nouvelles parcelles de production.. Les actions majeures ont portés sur la mise en place d'un (1) ha de parcs à bois de manioc dans le département du Ntem, la production et la distribution de 1273000 boutures de manioc aux producteurs et l'appui à la production de 16.500 vivo plants de bananiers à travers l'installation de 6 germoirs, l'ensemencement de 5 ha par 11 organisations paysannes.

12. La mission a pu constater que la réalisation de la typologie des microprojets est encore au stade de sélection du consultant, le projet ayant prolongé la date de soumission des offres pour obtenir un nombre plus important d'offres. La mission rappelle à l'UGP que dans leur caractéristiques actuelles, les microprojets sont limités en terme d'envergure, sont cloisonnées et ne présentent pas de complémentarité avec les autres fonctions le long de la chaîne des valeurs des filières du PDAR, ce qui limite leur impact. La mission constate également que les actions d'appui à la transformation se sont limitées à l'achat et l'installation de deux moulins et la construction d'un hangar au profit de deux organisations paysannes.

13. S'agissant de la commercialisation, les actions du projet se sont limitées à la préparation et à l'élaboration des TDR pour la mobilisation des consultants devant effectuer les études préliminaires. *La mission attire l'attention de l'UGP sur le fait que la mise en place effective des appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs devra démarrer au plus tard le 31 octobre 2013 sur la base des études préliminaires réalisées afin de valoriser les productions en place, assurer l'impact du projet et la durabilité des investissements.*

14. En matière de renforcement des capacités la mission constate que les activités prévues entre octobre 2012 et mars 2013, portant essentiellement sur : (i) l'élaboration d'un Plan de formation et un plan de communication pour le renforcement des capacités des bénéficiaires du projet en vue de leur permettre de présenter des microprojets d'investissements au financement du PDAR ; (ii) la mise en place d'un centre d'appui rural et, (iii) l'élaboration d'un plan d'action en vue d'apporter des appuis prévus aux Pygmées BAKA, n'ont pas été réalisées.

15. De manière générale, la mission de supervision constate que depuis juillet 2012, le PDAR a fonctionné avec un personnel minimum (4 cadres licenciés sur 5) ne permettant pas le déploiement des activités au niveau requis. Le processus de recrutement engagé s'est avéré infructueux à deux reprises. En l'accord du FIDA, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural a procédé à un réexamen des dossiers de candidature aux divers postes de responsabilité du PDAR en révisant certains critères de sélection. A date, le processus de sélection

est achevé et il est attendu que les candidats retenus soient contactés pour la signature de leurs contrats.

16. La mission recommande au Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural d'assurer la prise de fonction effective des cadres retenus au plus tard le 30 juin 2013. Une fois l'équipe en place, l'UCP organisera en collaboration avec le Bureau du FIDA, un atelier d'imprégnation des cadres et de déclinaison du PTBA en plan d'action opérationnel pour l'exécution des activités prévues pour la période allant de juillet à décembre 2013. Cet atelier devra se tenir pendant la première semaine du mois de juillet 2013.

17. La mission a également noté que le plan d'action intérimaire (Octobre 2012 – mars 2013) est arrivé à son terme. Le PDAR a proposé un PTBA pour la période restante de l'année, intégrant la prise en compte des activités en cours, les recommandations de la mission de revue à mi-parcours et des dernières missions de supervision. La mission a pu ainsi passer en revue avec l'équipe du projet ce PTBA et recommande à l'UGP de procéder à sa finalisation en prenant en compte les observations apportées par le FIDA et à soumettre le document final avant le 30 juin 2013 pour non objection.

Actions convenues	Responsables	Date limite
1. Assurer la signature des contrats et la prise de fonction du nouveau personnel cadre du projet.	Ministère de l'Agriculture	30 juin 2013
2. Suivre auprès des autorités compétentes le paiement au Projet des fonds de contrepartie 2012	Directeur Nationale	30 Septembre 2013
3. Sur la base des études préliminaires, déployer les appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs afin de valoriser les productions en place, assurer l'impact du projet et la durabilité des investissements réalisés.	Directeur du Projet	31 octobre 2013
4. Préparer et soumettre à la non objection du FIDA le PTBA 2013	Directeur du Projet	30 juin 2013

18. Le présent rapport donne ci-dessous une revue détaillée des réalisations physiques et des résultats obtenus par le PDAR par composante au cours de la période considérée.

c. Produits et réalisations (octobre 2012 - Mai 2013)

Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

19. Les activités de promotion des filières agricoles ciblent trois filières (le manioc, la banane, et l'arachide) au niveau de la province du Woleu Ntem, à travers une approche d'intervention globale incluant l'amélioration de l'accès aux intrants, des techniques culturales, de la transformation et de la commercialisation des productions agricoles. Les appuis du projet aux filières procèdent par des microprojets formulés de façon participative par des groupements de producteurs demandeurs d'appuis. Les activités de la composante sont regroupées en trois sous composantes : (i) Programmes régionaux d'appui à la production des filières; (ii) Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières); et (iii) Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

20. Les activités de cette sous composante sont réparties en trois volets: i) la production de matériel végétal; ii) les formations spécifiques; et iii) la mise en place d'un atelier pilote de transformation.

1. Production du matériel végétal

21. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision et des priorités de la feuille de route du PDAR pour la période allant d'octobre 2012 à mars 2013, il était prévu la réalisation des activités suivantes : (i) aménagement de 2 ha de parcs à bois de manioc, pour finaliser la mise en valeur de 11 ha de parcelles de production au niveau des agriculteurs ; (ii) distribution de 644.000 boutures de manioc prélevées dans les anciens parcs à bois, en vue d'approvisionner 64 ha des microprojets de manioc ; (iii) mise en place de 6 germoirs de production des vivo plants de bananiers, pour une production de 12.000 vivo plants de bananiers; (iv) production de 1,6 tonnes d'arachide ; (v) mise en œuvre d'une convention de collaboration avec l'Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (IRAD)/Cameroun pour la fourniture des semences améliorées d'arachide au PDAR et (v) mise en œuvre d'un avenant à la convention de collaboration avec l'Institut de Recherche Agronomique et Forestière du Gabon (IRAF).

22. La mission note que durant la période sous revue, le projet a mis en place 1 ha de parcs à bois de manioc dans le département du Ntem, et a pu prélever 1 273 000 boutures de manioc amélioré dans les anciens parcs à bois gérés par les paysans semenciers pour approvisionner les producteurs. Ces boutures ont permis d'emblaver 127 ha de manioc. L'UGP a également soutenu la production de 16 500 vivo plants de bananiers à travers 6 germoirs installés en début 2012. Ces plants ont servi à l'ensemencement de 5 ha de bananiers par 11 organisations paysannes.

23. Pour ce qui concerne l'arachide, une production de 0,55 tonnes de semences a été obtenue à partir d'1 ha de champ semencier mis en place à la seconde campagne agricole de 2012 par 2 paysans semenciers. Cette production a permis d'ensemencer 5 ha par 5 organisations paysannes. De manière générale, les rendements obtenus sur l'arachide restent faibles, faute de capacité de production des semences de base au niveau des structures nationales de recherche.

24. Le tableau ci-après résume les résultats obtenus.

État d'exécution des activités de production du matériel végétal

Activités concernées	Unité	Prévisions Oct 2012- Mars 2013	Réalisations	%
Mise en place des Parcs à bois villageois	Ha	2	1	50%
Production et distribution des boutures améliorées de manioc	Nbre	644.000	1273000	197,67%
Mise en place des germoirs	Nbre	6	6	100%
Production des plants bananiers issus des germoirs	Nbre	12.000	16.500	137,5%
Production des semences d'arachide	Tonnes	1,6	0,55	34,37%

25. De manière générale, en ce qui concerne les activités d'appui à la production et à l'approvisionnement en matériel végétal de qualité, la mission note que :

- (i) l'UGP n'a pas encore mobilisé l'IRAD au Cameroun pour l'achat des semences de base d'arachide et la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano et ainsi que l'apport d'appui technique nécessaire au développement de la production ;
- (ii) la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC à travers des formations en techniques de multiplication de matériel végétal a été révisée mais n'est pas encore signée par les deux parties ;

26. La mission recommande au projet de :

- finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour : (i) l'achat des semences de base d'arachide, la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, et la préparation d'un document d'orientation sur les appuis techniques nécessaires au développement de la production d'arachide;

- *procéder à la signature de l'avenant à la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.*

2. Formations spécifiques

27. Il était prévu pour la période sous revue que le projet : (i) mobilise le Centre Africain de Recherches sur Bananiers et Plantains (CARBAP) pour renforcer les capacités des TAC et des paysans semenciers sur les techniques de multiplication des plants de bananiers en plein champ et la reconnaissance des maladies et ennemis du bananier; (ii) organise 6 sessions de formation en technique de multiplication des plants de bananier par PIF au profit de 120 paysans semencier et, (iii) mobilise la FAO pour la mise en place et l'animation de 5 champs école paysan (1 par département).

28. La mission constate que le CARBAP n'a pas encore été mobilisé comme prévu. L'UGP indique toutefois que les TDR de cette mission sont en discussion avec cette structure.

29. En matière de formation en technique horticole de multiplication rapide et en masse des plants sains de bananier, le PDAR a mobilisé l'IRAF et 4 formateurs locaux qui ont réalisé 6 sessions de formation dans les départements du Ntem, du Haut Ntem, de l'Okano et du Haut Omo au profit de 120 agriculteurs.

30. S'agissant de la mobilisation de la FAO, l'UGP indique qu'une lettre d'entente a été élaborée et validée par les deux parties dans le cadre de la mise en place et l'animation de 2 champs école paysan pour l'année 2013. La lettre d'entente amendée a été transmise à la FAO pour validation. Le PDAR voudrait étendre ce partenariat à l'IRAF pour assurer le suivi continu des activités des CEP et leur pérennisation à la fin du projet.

31. *La mission recommande au projet de soumettre à la non objection du FIDA les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP dans le cadre de l'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.*

3. Mise en place de l'atelier pilote de transformation

32. Dans le cadre du programmes d'activités prioritaires d'octobre 2012 à mars 2013 et, conformément aux recommandations de la mission de supervision de septembre 2012, le projet prévoyait la mobilisation du Centre d'Incubation Pilote (CIP) de Douala spécialisé dans la transformation de manioc pour l'accompagner dans la réalisation de l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et, l'organisation des formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR.

33. La mission constate que l'UGP, après analyse de la situation, a plutôt opté pour la mobilisation d'un expert qui devra capitaliser la démarche du CIP pour réaliser l'étude de faisabilité détaillée, le plan de développement sur 6 ans et le plan d'actions sur 12 mois de l'atelier de transformation. Les TDR de cette étude ont été finalisé et validé par le FIDA. Le processus d'appel d'offre est en cours.

34. *La mission recommande que l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem soit réalisée et les axes de de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR soient disponibles d'ici le 30 septembre 2013.*

Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

35. La mission de revue à mi-parcours avait relevé le faible taux de décaissement des fonds relatifs au financement des microprojets dû au fait que l'exécution du projet est ciblée uniquement sur les activités de production agricole au niveau des parcelles et ne s'inscrit pas dans une approche intégrée de la filière incluant le financement des investissements de production, de post-récolte et de commercialisation, ainsi que l'apprentissage de la négociation commerciale. De plus, la mission de supervision de septembre 2012 avait relevé que la mise en place des microprojets de manioc avait pris du retard par rapport à la cible 2012 et les activités relatives au développement des microprojets

de transformation et les microprojets de prestation de service permettant de prendre en compte les autres besoins des groupements dans une approche filière étaient restés au stade préparatoire.

36. Compte tenu de ce qui précède, la dernière mission de supervision avait recommandé à l'UGP d'élaborer la typologie des microprojets permettant d'apporter des financements conséquents aux groupements de manière intégrée, dans une logique filière et susciter la création des micro-entreprises de prestation de service pour assurer la gestion des services de mécanisation agricole, notamment en ce qui concerne les travaux de préparation des sols..

37. Dans cette logique, les activités prévues entre octobre 2012 et mars 2013 portaient sur : (i) Le recrutement d'un Consultant pour l'élaboration de la typologie des microprojets qui prenne en compte les équipements de production, d'investissement et la formation relatifs aux activités post-récolte/commercialisation des produits cibles du projet (manioc, banane et arachide) pendant leur financement ; (ii) La mise en valeur de 44 ha en manioc, 59 ha en banane et 8 ha en arachide, au profit de 56 organisations paysannes, en vue de finaliser les aménagements entamés entre janvier et septembre 2012 (140 ha en manioc, 240 ha en banane et 20 ha en arachide).

38. La mission note que le PDAR a publié a lancé un appel d'offre international pour le recrutement d'un consultant chargé d'élaborer la typologie des microprojets. L'activité est dans la phase de sélection du consultant. Pour ce qui concerne la mise en œuvre des microprojets, durant la période sous revue, le PDAR a soutenu l'aménagement de 44,4 ha de manioc, 37,5 ha de banane et 5 ha d'arachide, au profit de 55 Organisations Paysannes. Le PDAR a également appuyé la mise en place de deux unités de transformation de manioc gérée par deux OP dans le département de l'Okano et du Woleu (achat de deux moulins et construction d'un hangar pour abriter les équipements. Le deuxième abri est en cours de construction).

39. La mission a constaté que les équipements mis à la disposition des organisations de producteurs posent des problèmes récurrents d'ajustement et d'adaptation techniques (pannes fréquentes) et le service après-vente de proximité n'est pas assuré à temps car le fabricant est basé à Libreville, à environ 500 km des zones de production. De manière générale, dans l'environnement actuel du Gabon un seul artisan engagé dans la fabrication des moulins à manioc a pu être identifié par le PDAR.

40. *Au vu de l'importance des plantations en production et des besoins exprimés par les producteurs, la mission recommande au PDAR de : (i) valoriser les acquis de l'ex-projet PNDRT du Cameroun en organisant un voyage d'étude au Cameroun au profit de l'équipementier Gabonais pour lui permettre de profiter de l'expérience des équipementiers Camerounais ; (ii) évaluer les besoins les plus urgents en matériels de transformation des producteurs accompagnés par le PDAR et de procéder à l'acquisition directe de ces équipements au Cameroun et, (iii) organiser en retour au Gabon, une formation de l'équipementier Gabonais par un des équipementiers identifié au Cameroun, en impliquant d'autres artisans locaux intéressés à la fabrication du matériel de transformation et/ou leur réparation.*

41. S'agissant des activités d'appui à la production, le rapport d'activités présenté par l'UGP indique que les producteurs appuyés par le PDAR ont enregistré les niveaux de production suivants : 399 tonnes de manioc issues des parcelles mises en place entre 2010-2011 ; 957 tonnes de banane récoltées dans les parcelles installées entre 2010-2011 ; et 23,4 tonnes d'arachide issues des parcelles mises en valeur en 2011 et 2012. Durant la période sous revue, l'UGP a également formé 120 représentants d'organisations paysannes (25 femmes et 95 hommes) sur la technique horticole de multiplication rapide et en masse des plants sains de bananiers ce qui porte le nombre de paysans formés à 285 (144 femmes et 171 hommes).

État d'exécution des Microprojets de filières

Activités	Unité	Cible PTBA 2012	Réalisations à sept 2012	Situation à Mai 2013	Taux d'exécution
Microprojets de production de manioc, de banane et	Nbre	105	193	193	184%

d'arachide					
Plantation en manioc	Ha	140	77,5	121,9	87,07%
Plantations en banane	Ha	240	227	243,5	101,45%
Plantations en arachide	Ha	20	14	19	95%
Microprojets de transformation de manioc (achat moulins à manioc et construction hangars)	Nbre	16	0	2	12,5%
Microprojets de prestations de service (achat tronçonneuses et tarières)	Nbre	4	0	0	0%
Groupements bénéficiaires des microprojets	Nbre	125	189	189	151,2%

42. La mission de supervision recommande que l'étude sur la typologie des microprojets soit disponible d'ici le 30 Août 2013 et, sur cette base, l'UGP devra procéder sans délais à l'information des bénéficiaires sur les orientations du projet et engager le financement des microprojets selon le schéma adopté.

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles.

43. Les dernières missions de supervision avaient noté avec préoccupation que les activités d'appui à la commercialisation avaient pris beaucoup de retard. Aussi, la mission de septembre 2012 avait recommandé que l'UGP : (i) accélère le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail - afin de garantir leur réalisation au plus tard début décembre 2012 et d'assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation fin décembre 2012 ; (ii) développe une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation et (iii) procède au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation d'ici décembre 2012.

44. Dans ce cadre, durant la période sous revue, les activités d'appui à la commercialisation prévoyait le recrutement d'un Consultant, pour réaliser une étude sur la commercialisation des productions agricoles, en incluant l'organisation de sessions de formation en gestion commerciale, micro crédit et contractualisation, les besoins en information des producteurs, les centres de groupage, les cadres de concertation en vue de faciliter la commercialisation et la mise en place d'un système d'information sur les prix.

45. La mission note qu'avec l'appui d'un assistant technique international, l'UGP a recadré cette activité et les TDR en vue du recrutement d'un consultant pour la réalisation d'un document définissant la stratégie, les besoins et les attentes en matière de commercialisation des produits cibles du projet et d'un document opérationnel pour la mise en place du SIM. L'appel d'offre a été lancé et la sélection du consultant est en cours.

46. La mission recommande que l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM soient finalisés d'ici le 30 août 2013.

Actions convenues	Responsables	Date limite
5. finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun	Superviseur	15 juillet

Actions convenues	Responsables	Date limite
pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production d'arachide. ;	composante production avec appui du Directeur du projet	2013
6. procéder à la signature de la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.	Superviseur composante production avec appui Gestionnaire	15 juillet 2013
7. Soumettre à la non objection du FIDA, les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.	Superviseur composante production	Immédiat
8. Réaliser l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR	Superviseur composante production	30 Aout 2013.
9. Organiser un voyage d'étude au Cameroun au profit de l'équipementier Gabonais identifier pour lui permettre de profiter de l'expérience des équipementiers Camerounais ;	Superviseur composante production	31 août 2013
10. évaluer les besoins les plus urgents en matériels de transformation des producteurs accompagnés par le PDAR et de procéder à l'acquisition directe de ces équipements au Cameroun	Superviseur composante production	30 septembre 2013
11. organiser au Gabon, une formation de l'équipementier Gabonais par un des équipementiers identifié au Cameroun, en impliquant d'autres artisans locaux intéressés à la fabrication du matériel de transformation et/ou leur réparation	Superviseur composante production	31 Octobre 2013
12. Réaliser l'étude sur la typologie des microprojets et sur cette base, procéder sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté. .	Superviseur composante production	30 août 2013
13. Réaliser l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM	Superviseur composante production	30 août 2013

Composante B : Renforcement des capacités des différents acteurs

47. Les activités de renforcement des capacités menées sous le PDAR visent à renforcer principalement par le biais d'activités de sensibilisation, d'animation et de formation adaptée : (i) les compétences techniques et d'autogestion des membres et leaders des groupements de producteurs et celles des opérateurs privés et des micro- entreprises associées aux filières cibles ; et (ii) les capacités des partenaires prestataires publics et privés d'appui – conseil pour leur permettre de développer des services de qualité et des expertises adaptées aux besoins des producteurs dans les filières ciblées. Pour atteindre ces objectifs, les activités sont structurées autour de 2 sous composantes : le renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ; et le renforcement des capacités institutionnelles.

48. Les activités prévues dans la période intérimaire allant d'octobre 2012 à mars 2013, portaient essentiellement sur : (i) l'élaboration d'un Plan de formation et un plan de communication pour le

renforcement des capacités des bénéficiaires du projet en vue de leur permettre de présenter des microprojets d'investissements au financement du PDAR ; (ii) la mise en place d'un centre d'appui rural et, (iii) l'élaboration d'un plan d'action en vue d'apporter des appuis prévus aux Peuples autochtones BAKA.

49. La mission constate qu'aucune activité prévue dans ce domaine n'a été réalisée. Avec l'appui d'un consultant international, le PDAR a pu élaborer les TDR pour le recrutement d'un consultant chargé d'apporter un appui à l'UGP dans : (i) l'appui à la structuration, la compétitivité et la représentation professionnelle des organisations économiques des producteurs; (ii) la mise en place d'un centre d'appui rural ; (iii) la préparation d'un dossier technique (démarche et outils) pour la mise en œuvre des appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro entreprises rurales dans l'environnement de la production agricole; et (iv) l'élaboration, avec l'appui de l'UNICEF d'un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux Peuples autochtones BAKA.

50. La mission recommande à l'UGP de :

- *Réaliser d'ici le 30 septembre 2013 l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;*
- *Mener d'ici le 30 Octobre 2013 l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.*
- *Mobiliser les TAC intervenant dans la zone de MINVOUL pour effectuer le diagnostic de la situation des Peuples Autochtones BAKA, identifier leurs besoins prioritaires et établir avec l'appui de l'UNICEF, un plan d'action spécifique pour accompagner ce groupe cible du projet.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
14. Réaliser l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec Directeur de projet	30 septembre 2013
15. Mener l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.	Superviseur Composante Renforcement des capacités	30 octobre 2013
16. Mobiliser les TAC intervenant dans la zone de MINVOUL pour effectuer le diagnostic de la situation des Peuples Autochtones BAKA, identifier leurs besoins prioritaires et établir avec l'appui de l'UNICEF, un plan d'action spécifique pour les accompagner.	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Directeur de projet	30 septembre 2013

d. Avancement de l'exécution du PDAR

51. **Gestion du projet.** Suite aux difficultés méthodologiques et de gestion que rencontre le PDAR dans la mise en œuvre de ses activités, conduisant au faible niveau de résultats enregistrées à date, le Ministère en charge de l'Agriculture qui assure la tutelle technique du PDAR a procédé depuis juillet 2012 au licenciement de certains cadres de l'UGP pour défaut de résultats comme suit :

- Arrêt des contrats du Responsable Administratif et Financier et du Superviseur de la composante «Renforcement des capacités » le 05 juillet 2012 ;
- Arrêt des contrats du Directeur du Projet et du Responsable Suivi-Évaluation en janvier 2013.

52. Au regard de la situation exposée ci-dessus et dans le souci d'assurer un pilotage minimal des activités du PDAR le ministère en charge de l'agriculture, avait procédé après avis de non objection du FIDA: (i) à la mobilisation dans la période d'août à octobre 2012 d'une expertise internationale en gestion administrative et financière pour accompagner l'UGP dans la mise en œuvre de la gestion administrative et financière du Projet ; (ii) à la nomination en janvier 2013, d'un Directeur Intérimaire pour une période de trois mois, renouvelable et (iii) à la publication des avis de vacances de postes en vue du recrutement de nouveaux responsables.

53. La mission de supervision constate que le processus de recrutement engagé depuis octobre 2012 a été infructueux à deux reprises à cause de l'insuffisance des capacités nationales répondant à certains des critères exigés. Face à cette situation, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement rural a proposé et obtenu la non objection du FIDA pour la révision de certains critères exigés et l'identification au national des candidatures permettant de faire des propositions motivées sur la base d'une short-list de trois CV par poste. En particulier, en ce qui concerne le Poste de RAF, sur la base des échanges avec la partie Gabonaise, il a été convenue de ramener la base de sélection à un profil Bac + 4 et 5 ans d'expériences pour disposer des candidatures nationales.

54. La mission a également noté qu'un consultant en gestion financière a été mobilisé vers la fin mars 2013 pour une période de trois mois afin de permettre au PDAR d'assurer des fonctions de gestion financières minimales et préparer ses états financiers en vue de l'audit des comptes 2012. De plus le contrat du gestionnaire intérimaire a été prolongé pour une période de trois mois supplémentaires et couvre jusqu'à fin juin 2013. A date, le Ministère en charge de l'agriculture a déjà obtenu l'avis de non objection du FIDA pour le recrutement des différents candidats sélectionnés aux divers postes mis en concurrence. La préparation des contrats du personnel sélectionné et leur prise de fonction est attendu d'ici fin juin 2013.

55. **Suivi-évaluation.** La mission note qu'en l'absence de l'expert en charge du suivi-évaluation, cette fonction n'est pas actuellement assurée au niveau du projet. *La mission recommande au PDAR de procéder au recrutement d'un VNU international en appui au suivi-évaluation. Ce dernier aura également pour rôle d'apporter une assistance technique au Directeur du projet.*

56. **Genre.** Le PDAR intervient dans les filières vivrières pour lesquels les bénéficiaires sont en majorité les femmes. La dernière mission de supervision avait relevé la nécessité pour le PDAR d'assurer une meilleure appréciation de sa cible et avait recommandé à l'UGP de s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes. La mission de supervision constate que cette recommandation n'a pas été exécutée. *La mission réitère cette recommandation en demandant à l'UGP de procéder à la définition et au suivi des indicateurs relatifs aux actions menées en faveur des femmes et des jeunes et à mesurer leur impact.*

57. **Centrage sur la pauvreté.** La mission relève que les appuis du projet sont donnés aux populations rurales pauvres comme indiqué dans le rapport de conception du projet. Compte tenu de la situation actuelle du personnel du projet, les activités ont été limitées durant la période sous revue aux appuis essentiels en matière de fourniture du matériel végétal et accompagnement/appui conseil en techniques de production.

58. **Effectivité du ciblage.** Dans la situation actuelle du projet, la mission n'a pas pu collecter des informations permettant d'apprécier ce paramètre.

59. **Gestion des savoirs.** Le système de suivi-évaluation du projet n'étant pas fonctionnel, la gestion des savoirs n'est pas assurée pour le moment.

60. **Partenariat.** La plus part des partenariats que devaient mettre en place le PDAR pour la conduite de ses activités ne sont pas encore engagés à savoir : le partenariat avec le CRABAP pour la multiplication rapide des plants de bananiers plantain ; le partenariat avec l'UNICEF pour l'appui aux Pygmées BAKA, le partenariat avec l'IRAD du Cameroun pour la production et la fourniture des semences de base d'arachide et le partenariat avec la FAO pour l'appui à la mise en place des

champs écoles paysans.

Actions convenues	Responsables	Date limite
17. Procéder au recrutement d'un VNU international en appui au suivi-évaluation. Ce dernier aura également pour rôle d'apporter une assistance technique au Directeur du projet.	Directeur du PDAR	30 août 2013
18. Définir et suivre les indicateurs des actions menées en faveur des femmes et des jeunes et mesurer leur impact	Responsable du suivi-évaluation	30 août et continu

e. Aspects Fiduciaires

61. Mobilisation des ressources financière du Projet. Le coût du Projet hors bénéficiaires a été ré-évalué après le retrait de l'OFID à USD 8,177 millions (environ FCFA 4,130 milliards). Sur ce montant, le PDAR a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de USD 5,009 millions, soit un taux de mobilisation des ressources du Projet estimé à 61%. Respectivement, les ressources du Prêt et du Don FIDA, et de l'Etat ont été mobilisées à hauteur de 49,57% (USD 2,886 millions), 46% (USD 127.368) et 92% (USD 1,995 millions). (Appendice 6A).

62. Réalisations financières cumulées du Projet². Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA, et Etat) est estimé à FCFA 2,329 milliards (environ USD 4,699 millions), soit un taux d'exécution financière global du Projet estimé à 57% (Appendice 6B). Les dépenses du PDAR sur le financement FIDA (Prêt et Don) se répartissent comme suit par composante : 32% concernent la composante Promotion des filières ; 11% concernent la composante Renforcement des Capacités et 57% concernent la composante Coordination et Gestion. La mission juge « insatisfaisante » l'efficacité dans la gestion des ressources FIDA (Les prévision de dépenses sur la composante Gestion et Coordination représentent 21% à l'évaluation du Projet) ; Il importe cependant de préciser que l'inefficacité n'est pas consécutive à une forte consommation des ressources pour des dépenses de fonctionnement (les ressources de la catégorie « Fonctionnement » sur le Prêt FIDA n'ont été consommé qu'à hauteur de 70% à 9 mois de l'achèvement du Projet) mais, plus tôt au retard important enregistré dans la mise en œuvre des investissements au profit des bénéficiaires par rapport aux prévisions initiales.

63. Les dépenses sur les ressources de l'Etat, estimé à FCFA 865 millions (environ USD 1,731 millions) ont été affectées conformément à l'accord de financement à la prise en charge partiel des coûts de fonctionnement de l'UGP, le paiement des salaires des TAC et la prise en charge des taxes sur les dépenses des composantes « Promotion des filières » et « Renforcement des Capacités ».

64. Réalisations financières sur le PTBA 2012. Au 31/12/2012, le taux de réalisation financière du PTBA 2012 était de 41% tous financements confondus. Le taux d'exécution financière par composante par rapport aux prévisions budgétaires est le suivant : 37% sur la composante Promotion des filières ; 11% sur la composante Renforcement des Capacités et 108% sur la composante Coordination et Gestion. Les informations disponibles sur l'exécution financière montrent que le dépassement constaté sur la composante Coordination et Gestion serait imputable à une mauvaise estimation des coûts de la préparation de la RMP et une non prise en compte des coûts liés au recrutement du personnel dans les prévisions du PTBA 2012.

65. Décaissement du Prêt FIDA. Au 31.05.2013, les paiements effectués sur les ressources du prêt FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à DTS 1.883.605 (USD 2,886 millions) sur un montant alloué de DTS 3.800.000, soit un taux de décaissement de 49,57%. En prenant en compte les montants à payer sur la DRF n°24 (241.595 USD) en cours de signature à la Direction Générale

² L'estimation en USD des dépenses du Projet non remboursé par le FIDA a été faite sur la base de 1USD = 509 FCFA (taux de change au 15/03/2013). L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie sur la base d'un taux moyen de 500 FCFA = 1USD depuis le démarrage du Projet

de la Dette et des dépenses éligibles en remboursement sur le Prêt FIDA (USD 244.521), le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du Prêt se chiffrent à DTS 2.209.780 (environ USD 3,372 millions), soit un taux de décaissement prévisionnel de 58% avant fin septembre 2013 (Appendice 6C).

66. L'analyse des dépenses du Projet par catégorie sur le Prêt FIDA montre la consommation ci-après sur les allocations: « Etude », 101% ; « Prestation de service », 81% ; « salaires et indemnités », 99%.. Le Projet s'acheminant vers son achèvement et les dispositions du FIDA autorisant un dépassement de 30% sur les allocations des catégories de dépenses, la mission estime qu'une requête de réallocation ne serait pas nécessaire avant la fin du Projet, à moins qu'une prolongation de la durée du projet ne soit autorisée, compte tenu des actions menées pour permettre la reprise en main du projet et une mise en œuvre plus efficace de ses activités..

67. Reconstitution du compte Désigné Prêt FIDA : Au 31.05.2013, sur un dépôt initial de 220 millions FCFA, les disponibilités sur le Compte Désigné représentent 1% du dépôt initial et les dépenses éligibles en DRF représentent 57%. Il s'agit des dépenses couvrant la période octobre-décembre 2012 (66, 225 millions FCFA) et janvier-mai 2013 (58,458 FCFA). La DRF 24 d'un montant de 124 millions FCFA est en cours de transmission au FIDA. La mission relève : (a) un transfert des ressources du Gouvernement vers le Compte Désigné (31,326 millions FCFA) ; (b) un préfinancement sur les ressources du CD de la quote-part de dépenses à imputer aux fonds de Contrepartie de 6,053 millions FCFA; (c) des ressources et/ou des dépenses en trop sur le Compte Désigné de 5,285 millions FCFA dont l'origine reste encore indéterminée.

68. États Certifiés de Dépenses (ECD). La mission a fait une revue limitée des opérations financières réalisées par le Projet. Cette revue n'a pas été étendue aux ECD qui feront objet d'un contrôle approprié lors de la prochaine mission de supervision.

69. Don FIDA. D'un montant de USD 274 000, le Don FIDA est mobilisé au début de chaque année pour le financement des activités de suivi-évaluation. A date, le Don est décaissé à hauteur de 43,41% soit USD 127 378. Le montant des dépenses sur le Don s'élève à 61,747 millions FCFA (environ 212.000 USD). Le compte bancaire du Don présente un solde de FCFA 1,416 millions. La mission note que les dépenses d'un montant de 28,025 millions FCFA sur la période octobre-décembre 2012 n'ont pas encore été transmises au FIDA en vue de permettre la mobilisation des fonds du Don pour l'exécution du PTBA 2013.

70. Fonds de contrepartie³. L'UGP indique que la contribution de l'Etat Gabonais au financement du PDAR, à date s'élève à FCFA 997 millions (USD 1,995 millions), correspondant à 92% des obligations de financement. Les disponibilités en banque se chiffrent à 100,667millions FCFA. La mission relève que la contribution au titre de l'exercice 2012 de FCFA 260 millions (USD 0,56 millions) n'a pas été versée au Projet. Aucun montant n'a été engagé par l'Etat au titre de l'année 2013. Il est recommandé au Directeur du PDAR de se mettre en relation avec les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.

71. Contribution des bénéficiaires. L'UGP évalue la contribution des bénéficiaires depuis le démarrage du Projet à FCFA 236,858 millions (USD 473.716) soit 186,5% de l'engagement initial de FCFA 127 millions (USD 256 000). L'UGP explique ce dépassement par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet (entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquet et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

72. Respects des dispositions de l'accord de financement. Dans l'ensemble, les dispositions de l'accord de financement sont respectées.

73. Gestion et sauvegarde des actifs. L'UGP a effectué l'inventaire des immobilisations au 31

³ L'estimation en USD des dépenses sur les ressources de l'Etat a été établie sur la base d'un taux moyen de 500 FCFA = 1USD.

décembre 2012. Le système de codification des immobilisations dans le logiciel Tompro et la codification physique des immobilisations ont été finalisés avec l'appui du Consultant en Gestion Financière.

74. Passation des marchés. En ce qui concerne la gestion du processus de passation des marchés, la mission note qu'aucun appel d'offre n'a été lancé au cours de la période sous revue. Tous les contrats exécutés depuis la dernière mission de supervision sont relatifs à des appuis techniques à l'UGP par des consultants individuels avec la non objection du FIDA. La mission note avec satisfaction que le registre des contrats est à jour. Toutefois les fiches de suivi des contrats devront être examinées pour s'assurer de la cohérence des informations qui y sont mentionnées. La mission note également certains aspects des procédures de passation des marchés ont été révisés en 2012 avec l'appui d'un consultant proposé par le FIDA. Cependant le manuel de procédure de gestion financière du projet n'a pas été révisé pour intégrer ces nouvelles dispositions. *La mission recommande au PDAR de mettre à jour son manuel de procédure sur la base de l'étude réalisé en 2012 pour refléter les modifications au niveau de la passation des marchés.*

75. Audit des comptes. Le contrat signé entre le PDAR et le Cabinet CEAC pour l'audit des comptes du Projet a pris fin avec l'audit de l'exercice 2011. Pour la réalisation de l'audit de l'exercice 2012, au vu de la situation actuelle du Projet et des délais nécessaires pour le recrutement d'un nouveau cabinet d'audit, le FIDA avait recommandé que le contrat du cabinet CEAC soit reconduit. La mission note que l'UGP a soumis et obtenu la non objection du FIDA sur les termes de références. A ce jour, la mission d'audit n'a pas encore démarré. *La mission recommande au projet d'assurer le démarrage de cette mission dans l'immédiat de manière à respecter le délai de remise du rapport au FIDA fixé au 30 juin 2013.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
19. Régulariser dans le compte de contrepartie, les fonds transférés dans le Compte Désigné (25millions FCFA) et la caisse FIDA (6.326.300 FCFA).	SAF	31/07/2013
20. Elaborer une DRF sur le Prêt (dépenses oct-déc 2012) et sur le Don (28,025 millions FCFA) et clarifier les dépenses/ressources en trop sur le Compte désigné.	SAF	30/06/2013
21. Contacter les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.	Directeur du PDAR	30/06/2013
22. Mettre à jour le manuel de procédure sur la base de l'étude réalisé en 2012 pour refléter les modifications au niveau de la passation des marchés.	SAF	31 juillet 2013
23. Assurer le démarrage de la mission d'audit 2012 dans l'immédiat de manière à respecter le délai de remise du rapport au FIDA fixé au 30 juin 2013.	Directeur du PDAR	Immédiat

f. Durabilité

76. La situation actuelle de ralentissement des activités du PDAR et le faible appui apporté jusque-là aux actions de structuration et d'organisation des producteurs limitent fortement la durabilité des investissements actuels du PDAR au niveau des producteurs bénéficiaires.

g. Autres Aspects

77. Impact. La nature des microprojets dans leur forme actuelle est limitée en terme d'envergure et de complémentarité dans les fonctions le long de la chaîne des valeurs ce qui limite l'impact du projet. La prise en compte effective des appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs est un enjeu majeur pour assurer l'impact du projet et jeter les bases de la durabilité de ses investissements.

h. Conclusion

78. Le PDAR est à neuf mois de sa date d'achèvement prévue le 31 mars 2014. Le faible niveau de résultat enregistré jusque-là par le projet lié essentiellement à la faible capacité de mise en œuvre des activités par le personnel de l'UGP constitue la limite majeure à l'atteinte des résultats de développement prévus.

79. Le PDAR reste toutefois le principal projet de développement agricole du Gabon. Il a permis d'enclencher un engouement certain au niveau des populations rurales ciblées qui attendent encore les appuis du projet. Avec le renouvellement de l'équipe du projet, la mobilisation des expertises techniques pour l'appui à la mise en œuvre des activités et l'opportunité pour le Gabon de mobiliser des fonds Espagnol pour le financement des activités complémentaires au PDAR, la prolongation de la durée du projet est souhaitée pour lui permettre d'assurer l'atteinte de ses résultats de développement.

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes

A. Basic Facts

Country	Gabon			Project ID	1313	Loan/DSF Grant No.	722
Project	Agricultural and Rural Development Project					Top-up Loan/DSF Grant	
Date of Update	02-Jul-2013						
Supervising Inst.	IFAD/IFAD						
No. of Supervisions	7	No. of Implementation Support/Follow-up missions	2				
Last Supervision	22-Mar-2013	Last Implementation Support/Follow-up mission	07-Jun-2013				

USD million Disb. rate %

Approval	12-Sep-2007			Total financing	8.63	
Agreement	26-Oct-2007	Effectiveness lag	6.3	IFAD Total	6.00	
Entry into force	20-Mar-2008	PAR value	-----	IFAD loan	5.73	38
First disbursement				DSF grant		
MTR	22-May-2012	Last amendment		IFAD grant	0.27	43
Original completion	31-Mar-2014	Last audit	28-Jun-2012	Domestic Total	2.43	
Current completion	31-Mar-2014			Beneficiaries	0.26	0
Original closing	30-Sep-2014			Government (National)	2.18	0
Current closing	30-Sep-2014			External Cofinancing Total	0.20	
No. of extensions	0			OFID	0.20	0

B. Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	3	1. Quality of project management	3	3
2. Acceptable disbursement rate	3	3	2. Performance of M&E	3	3
3. Counterpart funds	4	3	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
4. Compliance with financing covenants	4	3	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	3	3	5. Poverty focus	4	4
6. Quality and timeliness of audits	4	5	6. Effectiveness of targeting approach	4	3
			7. Innovation and learning	5	4
			8. Climate and environment focus		

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Promotion filières agricole grand potentiel marché	4	3	1. Institution building (organizations, etc.)	4	3
2. Renforcement des capacités des acteurs	2	2	2. Empowerment	4	3
			3. Quality of beneficiary participation	3	3
			4. Responsiveness of service providers	3	3
			5. Exit strategy (readiness and quality)	3	3
			6. Potential for scaling up and replication	5	4

B.5 Justification of ratings

Project results remain limited in scope in terms of capacity building, production of improved planting materials, production, processing technologies and marketing. This is due to the fact that project activities are mainly implemented directly by PMU rather than service providers. Consequently, results while encouraging, are below targets. This low execution level contributes to low disbursement. With regards to component 1, PMU has not yet established the typology of microprojects. Therefore, funding dedicated for these activities have a very low disbursement rate (25, 25 %). With respect to component 2, activities related to support for private agricultural service providers, in high demand by farmers groups, as well as organizational capacity building have not started. The mid-term review (June 2012) and the supervision mission of September 2012 recommended: (i) contracting of service providers to enhance the scope of project execution; (ii) attention to planning and execution of capacity building component to address implementation lag and pursue expected results; (iii) finalization of M&E systems; (iv) strengthening of overall project coordination and financial management. Based on these recommendations, Ministry of agriculture terminated in July 2012 the contracts of the financial and administrative officer and of the capacity development specialist. A financial and administrative consultant was then mobilized in August to provide assistance. Following the September Supervision mission, the project Director and the M&E officer were dismissed for poor performance. A 3 months roadmap was afterward agreed with IFAD, to implement priority actions, ensure continuity while setting up a new team. In January 2013, the Ministry appointed an interim project Director. To date, the recruitment process is completed and contracts of the new staffs are prepared for start of duty on the 1st of July 2013.

C. Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	4	3
C.2 Food security	3	3
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience		
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	4

Rationale for implementation progress rating

Project results with regards to technical support to farmers, input supply and production remain low and executed at a micro level compared to expected results at this stage of implementation. In order to scale up project implementation, supervision recommends the contracting of service providers to enhance the scope of project execution. The capacity building component is of particular concern. With the recruitment of a new PMU and the setting up of an operational plan based on faire-faire (consultants are already recruited to intervene on specific aspects), it is expected that this implementation lag will be covered gradually.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	4
--	---	---

Rationale for development objectives rating

Although overall project activities were minimal for the past eight months due to the absence of a complete PMU, specific measures were however taken to guarantee the production of planting material for plantain and cassava production were project results remain encouraging in terms of yields and farmers interest. With the setting up of the new PMU and the recruitment of consultants to execute specific missions, it is expected that the implementation capacity will be enhanced to fill the gaps and achieve development objectives in all the project components.

C.6 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Financial management of the project was rated red after the past audit. Compliance with procurement procedures is weak so is the functionality of financial management software. The records are not updated and ineligible expenditures are persistent.
Project implementation progress	After 5 years of execution, the loan disbursement rate is at 49,57%. Results related to the technical support to farmer, input supply, and production, are encouraging but remain limited compared to expected results. The capacity development component is not fully operational. The direct execution of activities by PMU may have contributed to observed delays. The recruitment of a new capacity development specialist and an International UNV to provide an overall technical assistance will certainly improve implementation and achievement of results.
Outputs and outcomes	Main outputs and outcomes relate to: (i) training of farmers on production of improved agricultural inputs, and adapted farming techniques; (ii) support to farmer groups for the establishment of new plantations and basic processing technologies. Activities related to strengthening the capacities of farmers groups and marketing are yet to start.
Sustainability	Main sustainability issues are as follows: beneficiaries are mainly community elders with weak capacity to develop bigger farms; Project implementation modality need to be changed from direct execution by PMU to contract by service providers; Weak implementation of capacity building/empowerment activities and weak capacities of farmers organizations.

D. Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Quality of financial and administrative management	– Maintain technical assistance on financial management to ensure a smooth handing over and implementation support to the new financial management expert. – Maintain the interim project Director for a good transition with the newly recruited project Director. – Submit to IFAD an AWPB for the remaining period of the year 2013	Immediately	

Recruitment of PMU yet completed	– Ensure that the newly recruited project staff start work by 30 June 2013	30 June 2013	
Implementation modalities insufficiently based on “faire-faire”	– Project will move from direct execution to faire-faire through selection of service providers to scale up project implementation	Immediately	

Additional observations

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global			
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	<ul style="list-style-type: none"> – SYGRI indicateur niveau 3: Index des biens des ménages – Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%) 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale) 	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
2. Objectifs spécifiques			
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	<ul style="list-style-type: none"> – 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ; – 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses le long de la chaîne de valeur dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles 	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements familiaux organisés dans les microprojets des filières cibles du projet – 3 plateformes de concertation/organisations faîtières fonctionnelles – 10 prestataires services agricoles équipés et installés – 01 Système d'information sur les prix fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale 	Le Gouvernement mobilise les financements pour le programme de réalisation d'infrastructures rurales et commerciales
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché			
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – 36 paysans semenciers formés/équipés pour la production de matériel végétal – Qt Matériel végétal amélioré produite et diffusée : 5,3 Millions boutures manioc ; 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – Au moins 1500 ha mis en production dont 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63 ha d'arachide – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha – Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% – Pourcentage commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, rendement, superficies, pertes) 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des	<ul style="list-style-type: none"> – 1 étude de marché réalisée documentant les conditions d'accès au marché. – Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel à 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi-évaluation – Enquêtes spécifiques 	Les fonds sont mobilisés à temps

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
filères cibles sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> travers les émissions hebdomadaires radio en langue locale – 33 centres groupages fonctionnels – 800 producteurs formés en gestion commerciale – Au moins 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés – Au moins 240 accords commerciaux concrétisés 		
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs			
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes) – 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises – 10 prestataires services agricoles équipés et installés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> – 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention – 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs – 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour suivi des productions et marchés 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapports de suivi évaluation – Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final) 	Les fonds sont mobilisés à temps

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité
Exécution du projet	1. Assurer le recrutement et la prise de fonction du nouveau personnel cadre du projet.	30 juin 2013	Ministère de l'Agriculture
	2. Suivre auprès des autorités compétentes le paiement au Projet des fonds de contrepartie 2012	30 Septembre 2013	Directeur du PDAR
	3. Sur la base des études préliminaires, déployer les appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs afin de valoriser les productions en place, assurer l'impact du projet et la durabilité des investissements réalisés.	31 octobre 2013	Directeur du Projet
	4. Préparer et soumettre à la non objection du FIDA le PTBA 2013	30 juin 2013	Directeur du Projet
Résultats	5. finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production d'arachide. ;	15 juillet 2013	Superviseur composante production avec appui du Directeur du projet
	6. procéder à la signature de la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.	15 juillet 2013	Superviseur composante production avec appui Gestionnaire
	7. Soumettre à la non objection du FIDA, les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.	Immédiat	Superviseur composante production
	8. Réaliser l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR	30 Aout 2013.	Superviseur composante production
	9. Organiser un voyage d'étude au Cameroun au profit de l'équipementier Gabonais identifier pour lui permettre de profiter de l'expérience des équipementiers Camerounais ;	31 août 2013	Superviseur composante production
	10. évaluer les besoins les plus urgents en matériels de transformation des producteurs accompagnés par le PDAR et de procéder à l'acquisition directe de ces équipements au Cameroun	30 septembre 2013	Superviseur composante production
	11. organiser au Gabon, une formation de l'équipementier Gabonais par un des équipementiers identifié au Cameroun, en impliquant d'autres artisans locaux	31 Octobre 2013	Superviseur composante production

	intéressés à la fabrication du matériel de transformation et/ou leur réparation		
	12. Réaliser l'étude sur la typologie des microprojets et sur cette base, procéder sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté. .	30 août 2013	Superviseur composante production
	13. Réaliser l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM	30 août 2013	Superviseur composante production
	14. Réaliser l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;	30 septembre 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec Directeur de projet
	15. Mener l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.	30 octobre 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités
	16. Mobiliser les TAC intervenant dans la zone de MINVOUL pour effectuer le diagnostic de la situation des Peuples Autochtones BAKA, identifier leurs besoins prioritaires et établir avec l'appui de l'UNICEF, un plan d'action spécifique pour les accompagner.	30 septembre 2013	Superviseur Composante Renforcement des capacités avec appui du Directeur de projet
	17. Procéder au recrutement d'un VNU international en appui au suivi-évaluation. Ce dernier aura également pour rôle d'apporter une assistance technique au Directeur du projet.	30 août 2013	Directeur du PDAR
	18. Définir et suivre les indicateurs des actions menées en faveurs des femmes et des jeunes et mesurer leur impact	30 août et continu	Responsable du suivi-évaluation
Durabilité			
Aspects fiduciaires			
	19. Régulariser dans le compte de contrepartie, les fonds transférés dans le Compte Désigné (25millions FCFA) et la caisse FIDA (6.326.300 FCFA).	31/07/2013	SAF
	20. Elaborer une DRF sur le Prêt (dépenses oct-déc 2012) et sur le Don (28,025 millions FCFA) et clarifier les dépenses/ressources en trop sur le Compte désigné.	30/06/2013	SAF
	21. Contacter les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.	30/06/2013	Directeur du PDAR
	22. Mettre à jour le manuel de procédure sur la base de l'étude réalisé en 2012 pour refléter les modifications au niveau de la passation des marchés.	31 juillet 2013	SAF

	23. Assurer le démarrage de la mission d'audit 2012 dans l'immédiat de manière à respecter le délai de remise du rapport au FIDA fixé au 30 juin 2013.	Immédiat	Directeur du PDAR
Autres aspects			

Appendice 4: Suivi des recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2012 et de la mission de supervision de septembre 2012

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
COMPOSANTE A : Promotion des Filières Agricoles				
1.	Étendre à toutes les filières la collaboration avec la FAO pour l'introduction des champs écoles paysans comme support à l'apprentissage et à la diffusion des innovations.	Superviseurs filières/RC	Immédiat	En cours. L'UGP a préparé et soumis à la validation de la FAO le 25 mars 2013, un projet de convention de partenariat pour la mise en place et l'animation de 5 champs école paysan manioc, banane et arachide (soit, un CEP/département). La convention est en attente de signature.
2.	Porter une attention particulière à la production des boutures de manioc et des plants de bananier issus des germoirs en vue de l'approvisionnement des producteurs engagés dans les microprojets ;	Superviseur filières	Immédiat	Réalisée. Le projet a financé entre octobre 2012 et mars 2013, les aménagements d'1 ha de parcs à bois de manioc et l'installation de 6 germoirs supplémentaires; au profit d'une Organisation Paysanne (OP) et de 6 paysans semenciers. Il est attendu une production d'environ 100.000 boutures de manioc amélioré devant servir à la mise en valeur de 10 ha de microprojets de manioc. Aussi, 8.500 vivo plants de bananiers y ont été produits et ont permis d'installer 5 ha des microprojets de banane gérés par 11 OP. Cette activité n'a pas été intensifiée pendant cette période, étant entendu que la typologie des microprojets n'est pas encore réalisée..
3.	Développer une stratégie visant à créer un réseau de paysans semenciers pour répondre de manière autonome à la demande en matériel végétal de plantain	Superviseur filières	Janvier 2013	Non exécuté. Dans le cadre du partenariat PDAR-IRAF-IRAD-CARBAP-IGAD, cette activité sera prise en compte. A date, ces conventions ne sont pas encore établies.
4.	Former les Techniciens d'Appui Conseil à la technique PIF de multiplication rapide pour leur permettre d'assurer l'encadrement des bénéficiaires dans ce domaine	Superviseur filières	Décembre 2012	Réalisé. Les 15 TAC prévus ont été formés sur la technique PIF entre septembre et décembre 2012. (10 TAC ont été formés dans les départements du Haut Como et de l'Okano et 5 dans les départements du Haut

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
				Ntem et du Ntem)
5.	Poursuivre le partenariat avec l'IRAF, afin de maintenir un encadrement technique de qualité des TAC et des paysans semenciers	Superviseurs filières/RC	Continu	Non exécutée. L'UGP indique que l'avenant à la convention de collaboration avec l'IRAF a été préparé et envoyé à l'IRAF pour validation. A ce jour la convention n'a pas encore été signée.
6.	Adopter à cet effet une programmation des formations en technique de multiplication d'arachide basée sur la disponibilité des semences certifiées à fournir par l'IRAD de manière à assurer l'impact attendu de la formation. A cet effet, sur la base de la programmation en cours, l'UGP pourrait organiser deux sessions de formation : une session de formation basée sur les semences locales pour les producteurs ayant déjà engagée la préparation des sols et qui utilisent traditionnellement ce type de semence et, une session formation avec les semences améliorées dès leur livraison par l'IRAD.	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. Le PDAR a élaboré les TDR pour la mobilisation d'un spécialiste de l'IRAD qui aurait pour objectifs de participer à une mission conjointe (PDAR-IRAF) en vue de : (i) faire un diagnostic de la zone arachidière du département de l'OKANO, et (ii) définir les besoins en semences sélectionnées et permettre au PDAR d'effectuer la commande de semences permettant de poursuivre l'appui des nouveaux microprojets d'arachide. L'UGP indique que les TDR ont été envoyés à l'IRAD. A date, l'expert n'a pas encore été mobilisé.
7.	Finaliser avec l'IGAD les modalités, le budget et le site d'implantation de l'atelier pilote de transformation en vue de sa fonctionnalité d'ici fin 2012	Superviseur filières/RC	Décembre 2012	En cours. L'IGAD n'ayant pas pu faire des propositions concrètes pour la mise en place de l'atelier pilote de transformation, l'UGP a effectué un voyage d'étude au Centre d'Incubation Pilote (CIP) de Douala spécialisée dans la transformation de manioc afin de s'approprier de la démarche, des modalités de mise en place et le mode de gestion/ fonctionnement d'un tel Centre. Sur la base des échanges, l'UGP a élaboré des TDR en vue de la mobilisation d'un consultant pour réaliser l'étude de faisabilité d'atelier pilote. Le processus de recrutement est en cours.
8.	Prendre en compte le financement aux groupements des équipements de production,	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. L'UGP a engagé le processus de recrutement d'un consultant pour l'étude sur la typologie et le budget

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	des investissements et des formations relatifs aux activités de post-récolte et de commercialisation selon une approche filière			de microprojets. L'appel à candidature a été lancée le 22 mars 2013 et la sélection du Consultant est en cours.
9.	Élaborer une note technique sur la typologie des équipements éligibles pour prise en compte par les groupements au moment de la formulation de leurs microprojets	Superviseur filières	Décembre 2012	En cours. Cette activité est prise en compte dans le cadre de l'étude sur la typologie des microprojets.
10.	Intégrer dans la stratégie d'intervention, le financement de microprojets portés par des groupements de producteurs de type familial constitué d'au moins 5 personnes	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	Réalisé. 53 microprojets sur 95 microprojets approuvés à la 6ème Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières (CTAMF) sont portés par des groupements de producteurs de type familial.
11.	Appuyer la création des micro-entreprises rurales prestataires de services au profit des jeunes pour la prise en charge des activités d'aménagement des sites de production intégrant des appuis en équipements et en conseils techniques comme prévu dans le projet	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	En cours. Les TDR en vue du recrutement d'un Consultant chargé de préparer un dossier technique (démarche et outils) pour la mise en œuvre des appuis prévus pour l'émergence d'opérateurs et micro entreprises rurales dans l'environnement de la production agricole ont été préparés et approuvés par le FIDA. Le processus de recrutement est en cours.
12.	Appuyer la mise en place de coopératives d'utilisation de matériel agricole pour la gestion de la mécanisation des activités de préparation de sol (motoculteur, etc.)	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	En cours. Cette activité est prise en compte dans le cadre de la stratégie de structuration des producteurs pour laquelle le PDAR a préparé les TDR pour la mobilisation d'un Consultant chargé de formuler cette stratégie et le plan d'actions permettant de renforcer la structuration et l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises. L'appel à candidatures a été lancé, le 22 mars 2013.
13.	Harmoniser la charge de travail des TAC en tenant compte dans leur déploiement du nombre de microprojets suivis et des distances à couvrir	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	Non réalisée. La charge de travail des TAC sera harmonisée, sur la base des résultats des études sur la typologie des microprojets et les micro entreprises rurales dont la réalisation est prévue au mois de mai 2013.
14.	Adopter une planification rigoureuse pour assurer la disponibilité des financements et la passation de marchés dans les délais requis	Directeur/ Superviseur filières	Immédiat	Réalisée Les superviseurs de composantes ont élaboré un chronogramme trimestriel d'activités de juillet à septembre 2012 ; de janvier à mars 2013 et évalué les

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	pour la bonne exécution des activités			coûts des activités retenues permettant au SAF d'élaborer un plan de trésorerie.
15.	Accélérer le démarrage des études préliminaires relatives à la mise en œuvre des activités de commercialisation - conception du système d'information sur les prix des produits cibles du projet et préparation de la démarche et le programme de travail	Superviseur filière	31 décembre 2012	En cours. L'UGP a élaboré les TDR, pour le recrutement d'un consultant chargé de mettre en place une stratégie de commercialisation des produits cibles du PDAR et un système d'informations sur les prix. L'appel à candidatures a été lancé le 22 mars 2013. La sélection du consultant est en cours
16.	Assurer le démarrage des appuis effectifs à l'organisation de la commercialisation;	Superviseur filière	31 décembre 2012	En cours. Idem
17.	Tenir compte dans la stratégie de financement des microprojets de leur localisation afin de susciter une masse critique de production permettant de la mise en place à un coût efficient des appuis à la transformation et la commercialisation	Coordonnateur/ Superviseur filières	Immédiat	Réalisée : Le financement des microprojets est concentré dans 11 zones d'intervention des TAC permettant de constituer une masse critique de production.
18.	Soutenir les initiatives de concertation développées au niveau cantonal par certains groupements de producteurs de la zone de Bissok pour répondre aux besoins en prestations de services pour l'aménagement des sites de production	Superviseur filières	Décembre 2012	Non réalisé. Un microprojet de prestations de service a été approuvé par la 6ème Commission Technique d'Approbation des Microprojets (CTAMF) d'août 2012 (tronçonneuse, tarière et petit outillage agricole). L'équipement n'est toujours pas acquis. Le FIDA a demandé à l'UGP de surseoir au financement des MP jusqu'à la réalisation de la typologie des MP, que le PDAR envisage réaliser d'ici mai 2013.
19.	Développer une démarche cohérente sur le choix des lieux d'implantation des Centres de groupage et la définition des modalités de gestion desdits centres de groupage intégrant l'information et la sensibilisation des autorités et des groupements et impliquant dès le départ les bénéficiaires de manière à assurer la mobilisation de leur contribution à la construction de ces ouvrages et leur appropriation.	Directeur/ Superviseur filières	31 mars 2013	Partiellement réalisée. Le projet a organisé une séance de travail avec le Conseil départemental du Ntem (Bitam) pour le choix du lieu d'implantation d'un centre de groupage dans le département du Ntem et les modalités durables de sa gestion. Le lieu d'implantation a été identifié dans le canton Mvezé (axe Meyo Kyé-Nsimi). Le FIDA a demandé à l'UGP de surseoir cette activité jusqu'à la réalisation d'une stratégie de commercialisation, que le projet se propose d'élaborer.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
20.	Procéder au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet pour renforcer les capacités d'intervention du projet sur cette composante, et permettre le démarrage effectif des activités d'appui à la commercialisation.	Superviseur filière	31 décembre 2012	Non Réalisée. L'UGP n'a pas procédé au recrutement des Volontaires des Nations Unis (VNU) comme prévu dans le document du projet. Toutefois, elle a entamé la procédure de recrutement d'un VNU, pour prendre en charge les appuis liés aux pygmées. Les TDR ont été rédigés à l'intention du PNUD pour validation.
COMPOSANTE B : Renforcement des Capacités				
21.	Mobiliser une expertise qualifiée pour l'appuyer dans l'élaboration d'une stratégie et d'un programme de travail couvrant : (i) l'information et la sensibilisation des groupements ; Sur la base d'un plan de communication, l'UGP devrait mobiliser les prestataires requis et coordonner sa mise en œuvre ; (ii) La formation des paysans relais et des membres des comités de gestion, la formation au bénéfice des opérateurs privés basée comme prévu sur le faire-faire ; (iii) les actions de	Directeur PDAR /superviseur RC	31 mars 2013	Non réalisée. Les actions d'information, de sensibilisation et de formation démarreront dès que les résultats de la typologie des MP, la stratégie de commercialisation, de structuration et l'étude sur les micros entreprises rurales seront disponibles. Le PDAR a lancé un appel d'offre pour le recrutement du consultant. Le processus est en cours.
22.	Assurer programmation/exécution annuelle des activités de Renforcement des Capacités à hauteur des résultats à atteindre en fin de projet (Rappel dernière supervision)	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non réalisé. La programmation/exécution annuelle des activités de Renforcement des Capacités, est prise en compte dans le PTBA 2013, que le PDAR devra soumettre à la non objection du FIDA d'ici le 30 juin 2013.
23.	Assurer la mise en place et démarrage d'un programme d'encadrement de proximité des paysans-relais sur la durée restante du projet, avec objectifs, thèmes, programme d'exécution et résultats poursuivis	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non fait. Un programme d'encadrement de proximité des paysans-relais sur la durée restante du projet, sera assurée après la réalisation des études sur la typologie des microprojets, la commercialisation, la structuration, etc. Ces études préciseront leurs besoins en formation/en encadrement de proximité pour qu'ils soient pris en compte dans le PTBA 2013. Les appels à candidatures sont lancés et la sélection des consultants est en cours.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
24.	Mener des campagnes d'information ciblant spécifiquement les jeunes afin de renforcer leur compréhension et intéressement aux opportunités offertes par le PDAR	Superviseur Renforcement	Immédiat	Non réalisé.. Cette activité sera menée dans le cadre du plan de communication qui attend les résultats de la typologie des MP, la stratégie de commercialisation, de structuration et l'étude sur les micros entreprises rurales pour prise en compte.
25.	Identifier les jeunes déjà impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet (germoirs, prestation services, microprojets) et les inviter à témoigner sur leur réussites lors sessions des campagnes d'information/communication ciblées sur les jeunes	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	Partiellement réalisée. L'UGP a mobilisé entre les mois d'octobre et de décembre 2012, 3 jeunes formés par le PDAR sur la technique PIF, qui à leur tour, ont formé 50 jeunes dans les départements du Haut Como, du Ntem et du Haut Ntem et témoigné sur leurs réussites lors des sessions de formation.
26.	Mettre en place et démarrer un programme d'appui aux opérateurs privés intervenant en amont/aval des filières ciblées et de développement social	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat	Non réalisée La démarche et les outils pour l'appui à l'émergence des microentreprises ne sont pas encore élaborée. Concernant le développement social, la mise en œuvre attends l'élaboration du plan de communication.
27.	Mettre en place les formations, les dotations, et l'encadrement prévus pour le développement des opérateurs privés intervenant en amont/aval des filières ciblées.	Superviseur Renforcement Capacités	Immédiat (Rappel dernière supervision)	Non réalisée. La démarche et les outils pour l'appui à l'émergence des microentreprises ne sont pas encore élaborée.
28.	Élaborer un plan d'action spécifique pour apporter des appuis aux groupes Pygmées Baka en collaboration avec l'UNICEF	Superviseur Renforcement Capacités	31 mars 2013	En cours. Les TDR pour l'affectation d'un VNU pour une période de 6 mois renouvelable dans la zone BAKA de MINVOUL ont été rédigés à l'intention du PNUD et il est proposé qu'un spécialiste de l'UNICEF puisse suivre les activités du VNU dans le cadre de 2 à 3 courtes missions. Ces TDR sont été transmis au PNUD pour validation.
29.	Mobiliser des compétences pour la préparation et l'exécution d'un plan d'action spécifique pour l'implantation du centre d'appui rural et des appuis au service statistique provincial encore bénéficié pour leur permettre d'assumer effectivement leurs	Directeur du projet	Immédiat	En cours. Le PDAR lance l'appel à candidature pour le recrutement d'un Consultant chargé d'élaborer l'étude de faisabilité pour l'implantation du centre d'appui rural et son plan d'action. Le processus de recrutement est en cours.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	fonctions			Pour ce qui concerne le service statistique provincial du Woleu Ntem, les actions à mener seront définies et mises en œuvre dans le cadre de la gestion et le suivi du SIM. L'UGP indique cette activité sera réalisée au mois de juin 2013.
COMPOSANTE C : Coordination, suivi et évaluation				
30. 18	Assurer le démarrage de l'étude de capitalisation des résultats du projet;	Responsable Suivi-évaluation	1er novembre 2012	Non exécuté. Sur la base des TDR élaborés par l'UGP, une réunion de travail s'est tenue à Libreville le 5/03/13 avec le Directeur Général des Statistiques du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Tourisme. A l'issue des échanges, ce dernier a souhaité que le PDAR leur adresse les documents de références du PDAR, décrivant sa situation initiale et ses objectifs à atteindre. Le PDAR se propose de réaliser cette activité au dernier trimestre 2013.
31.	Organiser une concertation interne avec les superviseurs des composantes pour clarifier la situation de la remontée des données sur le suivi-évaluation et établir les responsabilités ;	Responsable Suivi-évaluation /Directeur du projet	Immédiat	Non exécutée. Cette activité sera prise en compte par le nouveau Responsable suivi évaluation.
32.	Organiser un atelier de mise à niveau des TAC sur l'utilisation des fiche de collecte des données et établir de manière rigoureuse la périodicité et la procédure de validation	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat	Non exécutée. Idem
33.	Organiser d'ici un atelier de formation des groupements sur le remplissage des fiche de collecte à leur niveau ;	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013	Non exécutée. Idem
34.	Développer une matrice de suivi de l'exécution des activités planifiées afin d'informer régulièrement l'UGP sur les délais d'exécution et le niveau de résultat atteint, garantissant ainsi un piloté informé du projet. .	Responsable Suivi-évaluation	31 mars 2013	Non exécutée. Idem
35.	S'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat	Non exécutée. L'UGP se propose de mettre à jour les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités, en portant une attention particulière sur les

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	actions au profit des femmes et des jeunes.			actions au profit des femmes et des jeunes, pendant la réalisation des études sur la typologie des microprojets et la micro entreprise rurale.
36.	Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Woleu Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat	Non exécutée. Cette initiative sera prise en compte par le nouveau gestionnaire du PDAR.
37.	Porter une attention spécifique au suivi des dépenses sur la catégorie IV décaissée à 89,6% et si requis, considérer l'opportunité d'une réallocation des fonds pourrait être considérée.	RAF	Immédiat	Non exécutée. La recommandation est réitérée
38.	S'assurer que toutes les pièces justificatives soient dûment annexées à chaque paiement afin d'assurer l'amélioration continue de la gestion financière	RAF	Continue	Recommandation à vérifier à la prochaine mission de supervision
39.	Accélérer les travaux de mise à jour de la comptabilité en cours, pour la justification du compte spécial et à son réapprovisionnement	Directeur Projet/SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. La comptabilité est à jour mais le Projet ne met pas en œuvre une organisation permettant la justification du compte spécial et son réapprovisionnement. Le projet court toujours le risque d'une tension de trésorerie
40.	Tirer parti de la présence de l'expertise internationale en gestion administrative et financière pour finaliser les plans prévisionnels mensuels de trésorerie sur la base du PTBA, du plan de passation des marchés et des éléments de planification rapprochée des activités. Les plans de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions de programmation.	Directeur du Projet /SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. Le projet a certainement tiré parti de l'expertise internationale en gestion financière. Mais le ralentissement des activités du Projet et le cumul des fonctions par la comptable ne permettent pas d'apprécier la capitalisation des acquis
41.	S'assurer de la mise en application effective des procédures de contrôle interne conformément au manuel des procédures et	Directeur du Projet /SAF	Immédiat	Partiellement exécutée. Des outils de gestion de la petite caisse ont été mis en place. Toutefois le Projet présente un risque important de contrôle interne lié au

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
	autres procédures convenues ainsi qu'aux recommandations de la revue à mi-parcours avec une attention particulière sur la finalisation de la mise à jour de l'ensemble des outils et procédures de gestion de la petite caisse dans le respect des règles de contrôle interne.			cumul des fonctions par la Comptable.
42.	Compte tenu des délais requis pour la prise de fonction du nouveau RAF et du travail à poursuivre pour finaliser le redressement de la gestion administrative et financière du PDAR, mobiliser une nouvelle expertise auprès du SAF pour la mise en place et l'exécution continue d'un programme de travail intégré et continue pour la finalisation du redressement de gestion financière du PDAR incluant la prise en compte des recommandations émanant des missions de diagnostic en gestion administrative et financière, en passation des marchés, des audits, des missions de supervision/revue à mi-parcours	Directeur du Projet	immédiat	Exécutée. Le Projet a mobilisé une nouvelle expertise en fin mars 2013.
43.	Formaliser et finaliser le système de codification et de marquage des immobilisations	SAF	Mars 2013	Non exécutée
44.	Prendre en compte le respect des horaires de travail dans l'utilisation des chauffeurs.	SAF/directeur de projet	Immédiat	Exécutée.
45.	Procéder au renouvellement des contrats de travail expirés pour le personnel requis par l'UGP sur la base des évaluations des performances et des conditions de renouvellement.	SAF/directeur de projet	Immédiat	Exécutée. Les contrats ont été renouvelés
46.	Renforcer la collaboration avec la Direction Provinciale de l'Agriculture du Ntem pour définir conjointement les modalités pérennes de gestion des investissements collectifs et de l'accompagnement technique des producteurs.	Directeur du Projet	Immédiat	Non Exécutée.

N°	Mesures convenues	Responsable	Echéance	Statut
47.	S'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable Suivi-évaluation	Immédiat	<u>Non Exécutée.</u>

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

(Absence du Responsable Suivi-évaluation : Données non mises à jours depuis octobre 2012)

I - Composante : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

1.1 - Sous composante : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Superficie des parcs à bois villageois	Ha	33	26	15,9	48,2%	11	9	82%	24,9	75,45%
2	Nombre de boutures améliorées de manioc	Nbre	5 280 000	3 696 000	905 000	17,1%	1 150 000	506.000	44%	1.411.000	26,72%
3	Superficie des collections provinciales de manioc	Ha	3,3	3,3	0,6	18,2%	-	-	-	0,6	18,2%
4	Superficie des collections provinciales de bananeraie	Ha	1	1	2	200,0%	-	-	-	2	200%
5	Superficie des parcelles de multiplication des bananiers issus des cultivars locaux	Ha	2	2	2,5	125,0%	-	-	-	2,5	125%
6	Nombre de germoirs	Nbre	37	10	8	21,6%	15	15	100%	23	62,16%
7	Nombre de plants bananiers issus des germoirs	Nbre	90 000	30 000	9097	10,1%	30 000	14.000	47%	23.097	26%
8	Superficie de semences améliorées d'arachide	Ha	7,92	4,2	9,1	114,9%	2	1	50%	10,1	128%
9	Quantité de semences améliorées d'arachide	Tonne	6,33	3,36	1,05	16,6%	4,1	2,5	61%	3,55	56,08%
10	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication de manioc	Session	2	2	2	100%	1	1	100%	3	150%
11	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et sélection des bananiers	Session	2	2	0	0%	-	0	0%	0	0%
12	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication des plants de bananiers par PIF	session	30	11	8	27%	15	18	120%	26	86,66%

13	Nombre de sessions de formation en technique de multiplication et de transformation de l'arachide	Session	2	2	0	0%	2	0	0%	0	0%
----	---	---------	---	---	---	----	---	---	----	---	----

1.2 - Sous composante : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de microprojets (genre) mis en œuvre	Nbre	288	192	86	30%	125	193	154,40%	279	97%
2	Superficie des Plantations de manioc emblavée	Ha	880	616	56	6%	140	77,5	55,35%	133,50	15,17%
3	Superficie des plantations de manioc amélioré emblavée	Ha	528	369,6	55	10,4%	140	77,5	55,35%	132,50	25%
4	Superficie des plantations de manioc local emblavée	Ha	352	246,4	1	0,3%	0	0	0%	1	0,3%
5	Superficie des Plantations de banane améliorées/cultivars locaux emblavée	Ha	620	434	101,5	16%	240	227	95%	328,5	53%
6	Superficie des plantations en bananiers (sélectionnés ou améliorés) emblavée	Ha	372	261	3,3	0,9%	18	8,7	48,33%	12	3,23%
7	Superficie des Plantations de bananiers (cultivars locaux) emblavée	Ha	248	173	98,2	39,6%	222	218,3	98,33	316,5	127,6%
8	Superficie des Plantations d'arachide améliorée emblavée	Ha	63,3	56	7	11%	20	14	70%	21	33,17%
9	Quantité de manioc produite	Tonne	9240	6468	119	1%	1.326	1.150	87%	1.269	14%
10	Quantité de banane produite	Tonne	11222	7855,54	46,8	0,4%	1.783	1.827	102,46%	1874	17%
11	Quantité d'arachide produite	Tonne	101,28	89,6	2,24	2%	64	23,5	37%	26	26%

1.3 - Sous composante : Appui à la commercialisation

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'études de marché réalisées	Nbre	1	1	1	100%	-	-	-	1	100%
2	Nombre de réunions d'information sur le micro crédit (par genre) organisées	Nbre	4	3	0	0%	1	0	50%	0	0%
4	Nombre de centres de groupage mis en place	Nbre	33	23	0	0%	10	0	0%	0	0%
5	Nombre d'Accords commerciaux signés	Nbre	240	240	0	0%	86	3	3.48%	3	1.25%
6	Nombre d'ateliers départementaux de concertation par filière organisés	Nbre	25	15	0	0%	15	0	0%	0	0%
7	Nombre d'ateliers provinciaux de concertation par filières	Nbre	5	3	0	0%	2	1	50%	1	20%

II - Composante : Renforcement des capacités des différents acteurs

2.1 - Sous composante : 2.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre de spots réalisés	Nbre	24	24	24	100,0%	24	0	0%	24	100%
2	Nombre de villages touchés	Nbre	484	484	455	94,0%	29	29	100%	484	100%
3	Nombre d'Organisations paysannes fonctionnelles	Nbre	240	240	83	34,6%	157	189	120,38%	272	113,33%
4	Nombre de paysans relais bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	480	480	101	21,0%	314	27	9%	128	27%
5	Nombre de membres des comités de gestion des OP bénéficiant des formations spécifiques	Nbre	960	960	190	19,8%	525	20	4%	210	22%
6	Nombre de femmes dans les OP	Nbre	120	120	878	731,7%	272	1.436	528%	2.314	1.928%
7	Nombre de Paysans relais actifs	Nbre	480	480	166	34,6%	314	27	9%	193	40 %
8	Nombre d'Organisations faitières créées et opérationnelles	Nbre	3	0	0	0%	0	0	0%	0	0%
9	Nombre de personnes bénéficiant des Visites et échange d'expériences	Nbre	498	348	111	22,3%	338	150	44,37%	261	52,40%
10	Nombre d'opérateurs privés et micro entreprises appuyés par le projet	Nbre	90	90	0	0,0%	55	0	0%	0	0%
11	Nombre de participants aux formations/ateliers concours socio-sanitaires	Nbre	255	255	263	103,1%	135	0	0%	263	103,1%

2.2 : Sous composante : Renforcement des capacités institutionnelles

N°	Indicateurs	Unité	Objectif RPE	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA 2012	Réalisé à date	Taux		
1	Nbre de centre d'appui rural opérationnel	Nbre	1	1	0	0%	0	0	0%	0	0%
2	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche participative et animation rurale	Nbre	31	31	31	100%	31	28	90,32%	59	190%
3	Nombre de cadres du projet formés en développement organisationnel	Nbre	16	16	7	44%	9	16	178%	16	100%
4	Nombre de cadres du projet et autres opérateurs d'appui conseil formés en approche filière	Nbre	27	0	0	0%	27	0	0%	0	0%
5	Nombre d'enquête statistique sur l'évolution de la production agricole	Nbre	3	2	1	50%	0	0	0%	1	33,33%

III- Composante : Coordination, suivi et évaluation

3.1- Sous composante : Unité de gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul réalisé	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé à date	Taux		
1	Nombre d'Audits annuels réalisées	Nbre	7	3	2	42,9%	1	1	57%	3	42,86%
2	Nombre d'évaluations internes réalisées	Nbre	6	4	1	16,7%	1	1	33%	2	33,33%
3	Nombre d'évaluations externes réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	1	0	67%	1	33,33%

3.2 - Sous composante : Appui technique à la gestion du projet

N°	Indicateurs	Unité	Objectifs (RPE)	2011			2012			Cumul réalisé à date	Taux
				Cumul prévu	Cumul realize	Taux	Objectifs PTBA	Réalisé	Taux		
1	Nombre d'enquêtes SYGRI réalisées	Nbre	3	2	1	33,3%	0	-	33%	1	33,33%
2	Nombre de réunions du Comité National de Pilotage et de Suivi à Libreville organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	2	67%	8	66,67%
3	Nombre de réunions du Comité de Coordination Technique Provinciale organisées	Nbre	12	8	6	50,0%	2	1	67%	7	58,33%
4	Nombre de réunions du Comité Technique d'Approvisionnement des Microprojets de Filière organisées	Nbre	12	8	4	33,3%	3	2	58%	6	50%

Appendice 6: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 6A: Exécution des obligations de financement par source de financement (USD)

Source de financement	Approbation	Décaissements	% Décaissements
Prêt du FIDA	5 726 000	2 886 744	50,00%
Don FIDA	274 000	127 368	46,00%
Gouvernement	2 177 000	1 995 308	92,00%
TOTAL	8 177 000	5 009 421	61,26%

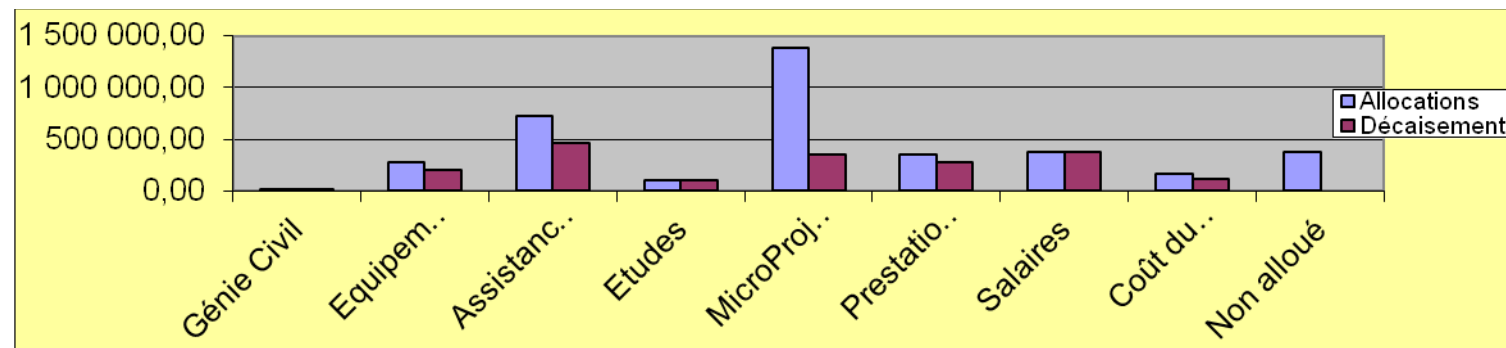
Tableau 6B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

Composantes	TOTAL TOUS FINANCEMENTS											
	PRÊT FIDA			DON FIDA			ETAT			TOTAL		
	Allocat°	Réalisations	%tage	Allocat°	Réalisations	%tage	Allocat°	Réalisations	%tage	Allocat°	Réalisations	%tage
Composante 1	3 283	945					1 549			4 832	945	20%
Composante 2	1 462	335					278			1 740	335	19%
Composante 3	981	1568		274	121		351	1731		1 606	3 420	213%
Total	5 726	2 847	50%	274	121	44%	2 178	1 731	79%	8 178	4 700	57%

Tableau 6C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 31-05-2013)

Catégories	Description	Allocations	Décaissements	En attente			En attente cumulé	Total	Solde	%tage
		en DTS	Cumulatifs en DTS	DRF N°24		Dépenses à demander en remb	En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
	Avance de démarrage	0	292289,73					292 289,73	- 292 289,73	
								-	-	
I	Génie Civil	20 000,00	12 788,21			-	-	12 788,21	7 211,79	63,94%
II	Equipements, Matériels et Véhicules	280 000	205 844	- 3 652,86		1 457,99	- 2 194,87	203 649,32	76 350,68	72,73%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	730 000	394 129	29 436,17		40 634,77	70 070,94	464 199,73	265 800,27	63,59%
IV	Etudes	110 000	102 505	7 906,57		-	7 906,57	110 411,66	- 411,66	100,37%
V	MicroProjets des Filières	1 380 000	242 825	53 946,75		51 635,39	105 582,14	348 407,35	1 031 592,65	25,25%
VI	Prestation de services	350 000	229 467	37 238,21		16 668,33	53 906,54	283 373,94	66 626,06	80,96%
VII	Salaires	380 000	311 031	27 773,42		36 934,19	64 707,61	375 738,54	4 261,46	98,88%
VIII	Coût du Fonctionnement	170 000	92 726	9 457,68		16 738,51	26 196,18	118 922,19	51 077,81	69,95%
	Non alloué	380 000					-	-	380 000,00	0,00%
TOTAUX		3 800 000	1 883 605,56	162 105,93		164 069,18	326 175,12	2 209 780,68	1 590 219,32	58,15%

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et les décaissements effectifs



Appendice 7: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Il a été approvisionné en 2011 et 2012 pour un montant total de FCFA 63,25 millions.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet n'a pas encore établi son PTBA pour l'exercice 2013.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Les fonds de contrepartie inscrits au PIP au titre de L'exercice 2012 de FCFA 260 millions. ne sont pas encore versés au projet. Au titre de l'exercice 2013, aucun montant n'est inscrit.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Un rapport d'exécution à mi-parcours a été élaboré par le projet dans le cadre de la revue à mi-parcours. Un autre rapport couvrant le 1 ^{er} semestre 2012 a été élaboré.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2012 ne sont pas encore élaborés. Ceux de l'exercice 2011 ont été transmis au FIDA le 02 mai 2012. Le rapport d'audit est parvenu au FIDA dans les délais.
Annexe 2 « Affectation et retraits des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRY ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA ; des régularisations ont été recommandées.
Annexe 3, I, A 2.2 et 3	<ul style="list-style-type: none"> Le CNPS et le CCCTP se réuniront deux fois par an en 	<ul style="list-style-type: none"> De mars 2008 à avril 2012, le CNPS et le CCTP ont

« Composition CNPS et CCTP »	session ordinaire et aussi souvent que nécessaire	tenu 7 réunions chacun.
Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP »	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuierons le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident	Le Projet a contracté une assurance maladie pour le personnel

Click here and type project name

Click here and choose appropriate title from the list. Mission dates: [click here and insert mission dates]

Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Suivi-évaluation non fonctionnel

Innovation: Décrire toute innovation intéressante observée pendant la mission de supervision

Annexe 1 : Évaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation

Objet	Note E/M/F	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent		
B. Risque de contrôle		
1. Organisation et personnel		
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	En juillet 2012 et janvier 2013, le Ministère en charge de l'Agriculture qui assure la tutelle technique du PDAR a procédé au licenciement de certains cadres de l'UGP pour défaut de résultats (RAF, Resp. Comp. Renforcement des Capacité, Directeur du Projet, Responsable Suivi-Evaluation). En fin mai 2013, le contrat de l'AAC n'a pas été renouvelé. Le retard dans le recrutement et la prise de service risque d'hypothéquer les résultats à attendre par le PDAR avant son achèvement.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	La description des fonctions et le cahier de charge des différents Responsables de l'UGP est claire dans le manuel de procédures.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	A date, le SAF est conduit par la Comptable du Projet (avec l'appui d'un Consultant en gestion financière), qui cumule aussi les fonctions de RAF et d'AAC. Cette situation de cumul des fonctions présente d'importants risques en matière de contrôle interne (contrôle insuffisante des imputations comptable dans le logiciel, engagement, paiement et enregistrement des dépenses par une seule personne). Par ailleurs, la forte charge de travail de la comptable impacte négativement sur la capacité de mobilisation des ressources FIDA.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	Le manuel de procédures du Projet ne souffre pas d'insuffisances. Il est bien adapté aux Projets de développement, notamment les procédures comptables dans leur ensemble.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	La mission n'a pas d'informations sur l'évaluation des performances du personnel du Projet. Avec la suspension anticipée des contrats en juillet 2012 et janvier 2013, l'exercice n'a pas été effectué.

f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel		Le personnel du Projet bénéficie d'une assurance maladie mais le renouvellement n'a pas encore été effectué pour l'année 2013. Il importe de régulariser la situation pour le dernier semestre de l'année 2013.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale		Le Projet n'est pas à jour dans le paiement des charges de la sécurité Sociale (ni des charges fiscales) à la date de fin mai 2013.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes		
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels		Le PTBA 2013 du PDAR a été revu par la mission de suivi de juin 2013 afin de tenir compte de la situation du personnel du Projet et des activités prioritaires à mettre en œuvre avant l'achèvement du Projet.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2		Oui. En effet, les PTBA du PDAR ont été systématiquement établis en tenant compte des composantes du Projet et des catégories de dépenses contenues dans les accords de Financements
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA		Oui. Les sources de financement sont clairement précisées pour chaque volet d'activités du PTBA de même que les partenaires et organismes d'appui devant appuyer l'UGP dans la mise en œuvre
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur		Oui. Les PTBA du Projet sont accompagnés d'un Plan de Passation de Marché. Toutefois, l'absence de suivi ne permet pas d'apporter une visibilité sur les performance dans la mise en œuvre du PPM
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources		En 2012, le PDAR a transmis 7 DRF et 3 DPD au FIDA et en 2013, aucune Demande de Décaissement n'a été transmise au FIDA. La mission a noté que les dépenses octobre-décembre 2012 (pour un montant de 66 millions FCFA) n'ont toujours pas été demandées en remboursement. Globalement, il faut retenir que la mobilisation des ressources FIDA est pénalisée par les délais de signature au niveau de la Direction Générale de la Dette et aussi par l'absence de ressources humaines au niveau du SAF
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties		Les fonds de Contrepartie provisionnés dans les PTBA depuis le démarrage du Projet ont été entièrement décaissés par l'Etat. L'Etat a décaissé 92% (1,995 millions USD) de sa participation au financement du Projet (2,117 millions USD). Les fonds de contrepartie prévus dans le cadre du PTBA 2012 (520.000 USD) sont en cours de traitement au niveau du Ministère des Finances. Le paiement desdits fonds porterait les décaissements de l'Etat à 2,515

			millions USD, soit 115% du financement attendu du Gouvernement.
c.	Efficacité des canaux de financement		
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs		La gestion du compte Désigné et du compte de Contrepartie ne souffre pas d'irrégularités (il est possible de rapprocher les sorties de fonds inscrites dans le journal banque avec les relevés bancaires). Les rapprochements bancaires sont établis systématiquement tous les mois. Toutefois, un travail doit être effectué par la Comptable pour régulariser les arrêts de caisses jusqu'en fin mai 2013.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.		Le montant de l'avance initiale n'a pas besoin d'être rehaussé au vu du volume moyen des dépenses mensuel du Projet (moins de 100 millions FCFA). Les tensions de trésorerie du Projet sont plus imputables à une mauvaise planification dans l'élaboration des DRF. A date, avec le transfert de ressources du compte de Contrepartie vers le Compte Désigné FIDA et la Caisse FIDA, le montant du CS est de 251 millions FCFA au lieu de 220 millions FCFA. Une régularisation du préfinancement de l'Etat est prévue dès que le CD sera alimenté. Il n'est pas nécessaire de rehausser le montant de l'avance initiale au vu des activités à exécuter avant l'achèvement.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.		Le Projet utilise sans problème les procédures I, II, IV de décaissement des ressources FIDA.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).		Les supports documentaires sont systématiquement joints aux Relevés de Dépenses 101. Les supports documentaires des ECD existent dans la comptabilité du Projet.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait		Les dépenses de l'exercice 2012 (dépenses de janvier-septembre 2012) ont été demandées en remboursement dans la DRF 23 en mai 2013. Le projet doit absolument disposer d'une planification dans l'élaboration des DRF, à établir sur la base du Plan de trésorerie du PDAR qui ressortira du Plan d'action du 2 nd semestre 2013.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.		Les délais entre la signature de la DRF à Direction Générale de la Dette et sa transmission au FIDA (jusqu'à 1 mois) impactent négativement sur la mobilisation des ressources FIDA.

	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)		les dépenses éligibles en DRF représentent 57% du dépôt initial en fin mai 2013. Ces dépenses correspondent à celles de la période septembre-décembre 2012 (66 millions FCFA) et janvier – mai 2013 (58 millions FCFA).
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.		La Reconstitution mensuel du Compte Désigné (formulaire 104) n'est pas effective. Toutefois, le rapprochement bancaire mensuel est effectué.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.		Le PDAR a mobilisé auprès du FIDA et de l'Etat un montant global de 5,009 millions USD, soit un taux de mobilisation des ressources du Projet estimé à 61%. Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA, et Etat) est estimé à environ 4,699 millions USD, soit un taux d'exécution financière global du Projet estimé à 57%. La performance du Projet est faible à 9 mois de l'achèvement du Projet. L'exécution du PTBA 2012 n'est que de 41%.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt		Le processus de recouvrement de l'avance initiale n'a pas encore démarré.
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction		Sur l'exercice 2012, le principe de séparation des tâches dans l'engagement et l'exécution des dépenses n'est pas respecté conformément aux directives du manuel de procédures (du fait de l'absence d'un RAF). Les transactions sont enregistrées dans la comptabilité générale et analytique mais il importe de revoir la comptabilisation des engagements financiers des Bailleurs du Projet.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)		Le processus de contrôle au niveau de l'engagement et l'exécution des dépenses, la comptabilisation des opérations, la gestion de la trésorerie et l'exécution budgétaire sont clairement définis dans le manuel de procédures.
c.	Respect du manuel financier		Les procédures de contrôle interne ne sont pas applicables dans l'Etat actuel du SAF.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA		Voir Commentaire point C.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement		Le registre des contrats est à jour. Toutefois, le Projet devrait renseigner le tableau de suivi de l'exécution du PPM et mettre à jour les fiches individuelles de suivi de contrats en cours d'exécution.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)		Le contrôle des opérations comptables (analyse de la cohérence des comptes) est insuffisant. Il existe des fiches d'autorisation de paiement signée par les différents responsables fiduciaire, pour les dépenses

			exécutées par le Projet.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services		Les supports (BL, BC) existent ; Concernant les prestations intellectuelles, il a été demandé au SAF de faire certifier par les Responsables de Composante « service fait » sur les factures des consultants afin d'assurer la qualité et l'acceptation des produits fournis par les Consultants.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés		A date, les liquidités disponibles dans la Caisse FIDA s'élève à 7.651 FCFA. Les arrêtés de caisses mensuels ne sont pas systématiques établis ; il importe de régulariser les arrêtés de caisses non établis en 2013. La mission n'a pas obtenus les PV des contrôles inopinés de la Caisse. Elle a demandé au Comptable de matérialiser à l'avenir les contrôles inopinés de caisse.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent		Voir point ci-dessus
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants		Les dettes fournisseurs au 31/05/2013 s'élèvent à 5 millions FCFA.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt		Les dépenses sont admissibles aux dispositions des Accords de financement Prêt/Don FIDA. Les dépenses non payés sur les DRF 4, 6, et 7 (respectivement 51030 FCFA, 2.250 FCFA et 1.582.704 FCFA) ont été réintroduits en remboursement dans la DRF 22.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation		Les avances de fonds à justifier concernent les TAC. La mission a attiré l'attention du Projet sur les délais de justification qui peuvent freiner la capacité de mobilisation des ressources FIDA
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur		Les avances de fonds sont conformes aux conventions signées par le Projet.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires		L'inventaire des immobilisations de l'exercice 2012 a été réalisé. Il importe d'établir et faire signer le rapport d'inventaire par le comptable et le Directeur du Projet.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)		Les véhicules du Projet disposent de carnet de bord mensuellement contrôlés, qui informent sur la consommation de carburant
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens		Oui, il existe une assurance pour les véhicules du Projet. Mais pas d'assurance pour les biens du Projet (incendie et/ou vol).
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants		Les listes d'émargement des per diems sont disponibles ; dans le cas des missions de suivi, il importe de joindre systématiquement

	iii) Les reçus pour les dépenses atelier		les TDR de la mission, le rapport de mission et l'ordre de mission
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial		Dans l'ensemble le processus d'autorisation de l'utilisation des fonds est respecté au regard des directives du manuel de procédures. Un ordre de paiement est établi et signé par le DP et la Comptable avant tout paiement.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)		Les rapprochements bancaires sont établis mensuellement.
t.	Existence d'une unité de support IT en place		Non. , le Projet a fait appel déjà à travers au moins deux contrats de service, au cabinet 2ACF-conseil&services, Représentant de TOMATE au Gabon. Il importe à nouveau de revoir le paramétrage du Logiciel relativement à l'établissement automatique des Etats Financiers (établis manuellement pour l'exercice 2012)
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)		Les normes comptables sont conformes aux exigences du FIDA ; il s'agit des normes SYSCOHADA (comptabilité d'exercice).
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).		A date, il est impossible de rapprocher les postes du bilan avec la situation des décaissements du FIDA et des dépenses effectuées sur les ressources de l'Etat. Il importe pour le Projet de revoir la comptabilisation de toutes les opérations en 2012 en respectant les schémas de comptabilisation définis dans le manuel de procédures (pas bien maîtrisés par l'équipe du SAF), afin que les équilibres comptables, notamment, les Subventions = Dépenses soient respectées. La mission a recommandé avant l'audit 2012 de : (a) corriger les erreurs d'écritures comptable dans la base de données au niveau des comptes d'avances bailleurs, les subventions reçues et à recevoir du FIDA ; (b) contrôler l'immobilisation de toutes les charges d'exploitation du Projet et leur transfert à l'actif conformément au principe de base de la comptabilité des Projets de développement (c) contrôler les imputations sur les comptes de charges et d'immobilisations
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)		Le classement et l'archivage notamment des DRF doivent être revus. La mission a noté avec satisfaction la mise en place de registres factures reçues et des chèques émis et la mise à jour du registre des DRF

d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)		La situation des immobilisations du Projet a été rapprochée aux actifs physiques du Projet lors de la mission d'inventaire de 2012.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes		
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement		la comptabilisation des opérations par la Banque est à jour en fin mai 2013 et il a été demandé à la Comptable un effort pour la mise à jour de la comptabilisation des dépenses par la caisse et le classement des pièces justificatives..
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires		Les taxes sont payées sur les biens et services à partir des fonds de contrepartie. La mission a demandé à la Comptable de retraiter les dépenses sur les ressources de l'Etat (y inclut les taxes payés) afin de présenter une situation des dépenses par catégorie et composante.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers		Pas d'observation particulière.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA		
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA		
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire		La mission note un niveau de mise en œuvre satisfaisante des recommandations sur les aspects fiduciaires de la RMP et de la dernière mission de supervision, notamment avec le recrutement de l'expertise extérieure demandée par lesdites missions.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne		Non. La fonction d'audit externe n'existe pas. Il y a des procédures pour le contrôle interne et le manuel de prévoit que la responsabilité incombe au RAF.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)		
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports		Il n'y a pas de mission de contrôle interne
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat		Oui ; le CFS/FIDA a émis des observations sur les TDR de l'auditeur (audit des

			comptes 2012) qui ont été pris en compte par le Projet dans la version finale des TDR.
b.	Respect des termes de référence		En attente de l'audit des comptes 2012
c.	Ponctualité du rapport d'audit		Le début des travaux d'audit 2012 est prévu pour le 15-20 mai 2013. L'auditeur reconduit, le Cabinet CEAC, a transmis sa proposition financière, qui a attend la non objection du CPM
d.	Qualité de l'audit		En attente de l'audit des comptes 2012
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier		Non ; les recommandations de l'audit des comptes n'ont pas fait l'objet de plan d'actions par le RAF partant.

Annexe 2 : Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision⁴

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	Elevé	Le dispositif actuel des ressources humaines influe négativement sur la mise en œuvre du Projet, particulièrement sur le contrôle de la comptabilisation des opérations. Il est important de rapidement compléter les ressources humaines du SAF par le recrutement d'un RAF et d'un AAC sous peine de pénaliser les capacités de mobilisation des Ressources du FIDA en particulier.
2. Budget	Moyen	Evaluer correctement la programmation financière en lien avec les engagements financiers à prendre dans le cadre du PTBA 2013. La programmation des activités devrait être réaliste et tenir compte des capacités de mobilisation de ressources du Projet, sur la période restante avant l'achèvement du Projet.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	Moyen	Le Projet ne dispose pas de ressources financières sur le Compte Désigné et est exposé dans l'immédiat à un risque de tension de trésorerie (si la DRF 23 n'est pas payée dans des brefs délais). Le projet dispose de 100 millions FCFA sur le compte de Contrepartie au 31/05/2013. Il importe d'établir une DRF de réapprovisionnement du CD pour les dépenses octobre-décembre 2012 (66 millions FCFA) dans les meilleurs délais afin de définitivement liquider toutes les dépenses de l'exercice 2012 au niveau du FIDA.
4. Contrôles internes	Elevé	les dispositifs de contrôle des opérations comptables, de planification des DRF tels que définis par le Manuel de Procédures ne sont pas appliqués du fait que la comptable accumule à date les responsabilités de RAF et AAC.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	Moyen	La Coordination du PDAR doit mettre en place un cadre de travail (planification des activités à exécuter, chronogramme, outups à délivrer) afin de disposer d'un outil de suivi pour contrôler les activités du Projet sur la période restante de l'exercice 2013.
6. Rapports et suivi	Moyen	Transmettre le rapport d'activités et financier du 2 nd semestre 2013 et programmer une mission de suivi et de contrôle de la Direction des Projets FIDA avant la fin du mois de novembre 2013.
7. Audit interne	Elevé	Pas d'auditeur interne prévu dans le cadre du Projet. Le RAF assume la responsabilité ; en l'état actuel des choses, cette activité n'est pas assumée au sein du Projet
8. Audit externe	moyen	Pas encore réalisé. Le contrat signé entre le PDAR et le Cabinet CEAC pour l'audit des comptes du Projet a pris fin avec l'audit de l'exercice 2011

⁴ Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

		mais le Projet a reçu la non objection du FIDA pour reconduire le cabinet.
Risque fiduciaire global du projet		
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires: Le risque majeur auquel le Projet est confronté est l'absence de ressources humaines au niveau du SAF et cette situation impacte négativement sur le dispositif de contrôle interne du PDAR. Les procédures de comptabilisation telles que décrites par le manuel de procédures ne sont pas bien maîtrisées et cela induit des erreurs dans la comptabilisation des subventions reçues et attendues du FIDA.

Annexe 3 : Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD)

Un élément clé (et prenant beaucoup de temps) de chaque mission est de vérifier la validité des dépenses déclarées dans le cadre de l'ECD. L'examen de l'ECD peut aboutir à des conclusions telles que i) l'absence/ inadéquation de pièces justificatives, ii) des dépenses non admissibles et iii) application de pourcentages erronés.

La méthodologie et la liste de contrôle décrites ci-dessous sont conçues pour présenter les actions les plus pertinentes à entreprendre et les questions qui seront posées par le spécialiste en gestion financière lors de l'examen.

Méthodologie

- i. Identifier et sélectionner un échantillon aléatoire d'ECD de chaque demande de décaissement couvrant toutes les catégories et au moins X% de la valeur totale des articles réclamés en vertu des ECD.
- ii. Examiner toutes les pièces justificatives pour l'échantillon sélectionné.
- iii. Documenter toutes les divergences et les dépenses non admissibles relevées lors de l'examen et d'en discuter avec le directeur financier du projet.
- iv. Sur la base de l'examen, déterminer si les seuils des ECD sont adéquats et reflètent le risque du projet?

Liste de contrôle

	Elément ECD	Commentaires
1.	Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple)? Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit?	Les dépenses sont comptabilisées dans les comptes correspondants de la comptabilité générale (mais avec des erreurs dans les comptes de Subventions) et les liasses de pièces justificatives des dépenses demandées en ECD dans les DRF transmises au FIDA sont disponibles et archivées par période.
2.	Les factures sont-elles estampillées « payé »?	Les factures ne sont pas estampillées « payé » ; mais les chèques sont émis au nom social du fournisseur de biens ou de services et souvent émarger par le bénéficiaire.
3.	(i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de: <ul style="list-style-type: none"> ✓ un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible ✓ un accusé de réception, la facture ou la performance ✓ une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ une garantie bancaire pour la performance, tel que 	Les liasses justificatives de dépenses (pas toutes malheureusement) comprennent habituellement : <ul style="list-style-type: none"> - L'ordre de paiement (pour les dépenses à la banque) ; - L'ordre de sortie de la

	<p>spécifié dans le cahier des contrats</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat, ✓ la preuve de paiement / les relevés bancaires ✓ les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles ✓ les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable. <p>(ii) Pour le paiement des marchandises, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix ✓ les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable ✓ un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison. <p>(iii) Pour le paiement de services de consultants et d'autres services, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et ✓ un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants. <p>(iv) Pour les paiements de réfaction des travaux de génie civil, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû; ✓ un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et ✓ une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification. <p>(v) Pour les coûts récurrents, (coûts de fonctionnement et les</p>	<p>Caisse (pour les dépenses exécutées par la caisse)</p> <ul style="list-style-type: none"> - La facture ou le reçu de paiement (pour les petites dépenses de fonctionnement) - La copie du chèque - La liste d'émargement s'il s'agit de perdiems - Le BL - Le Bon de commande ou d'Entretien (pas toujours)
--	--	---

	salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: ✓ Les registres des coûts récurrents	
4.	Question à traiter à l'examen sont les suivants:	
4.1	La documentation est facilement accessible?	
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée?	Oui. Il existe des ordres de paiements des dépenses signés par les personnes habilitées à engager les dépenses du Projet, à savoir la Comptable et le Directeur de Projet (en l'absence d'un RAF).
4.3	Est-il dans sa forme originale?	Oui.
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	Oui
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	Les calculs sont corrects
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	le % de décaissement (56%TTC sur les dépenses imputables à la catégorie « Fonctionnement » du Prêt FIDA) est respecté lors de l'établissement des DRF. Toutefois, le Projet a entre 2009-2011 demandé en remboursement sur les ressources du Prêt FIDA un montant total de 52.590.978 FCFA en lieu et place du Don FIDA. une correspondance a été adressée au FIDA afin de demander la régularisation des imputations sur le Don mais elle est restée sans suite.
4.7	Y a-t-il des factures en double?	Non. La mission n'a pas noté de factures présentées doublement en paiement.
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	Les dépenses sont éligibles sur le financement FIDA (Don et Prêt). Le ratio de répartition du cout de la dépense sont respectés (en ce qui concerne la catégorie « Fonctionnement » du Prêt FIDA).
6.	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	Les paiements effectués ne sont pas antérieur à la date figurant sur la facture.
7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	Le seuil ECD demeure toujours à 5.000 USD. Les paiements dépassant les limites ECD sont présentés sur les formulaires 101 avec la documentation exigée (incluant aussi une fiche de suivi de contrat).
8.	Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats	

	<p>signés, tels que:</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA;✓ Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif;✓ Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture;	
--	--	--